

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1097

3 juin 2009

SOMMAIRE

3A Alternative Funds	52611	Ludilaur S.A.	52647
Abrias	52621	Mangrove III S.C.A. SICAR	52614
Advantage Communication S.A.	52616	Menuiserie-Ebenisterie Gérard Assen S.A.	52618
Agape SA	52617	Mikek S.à.r.l.	52610
AstraZeneca Tika SNC	52622	Newhold S.A.	52611
Atos Origin Luxembourg PSF S.A.	52656	New Star Fund Sicav	52617
Avanti Invest SA	52613	OI-Incentive S.A.	52620
Balopa S.à r.l.	52613	Parkininvest S.A.	52643
Bold Fury S.A.	52615	Partners Group European Mezzanine 2005 S.C.A., SICAR	52617
Bossio S.à r.l.	52656	Partners Group Global Infrastructure 2009 S.C.A., SICAR	52622
BT Global Services Luxembourg S.à r.l.	52615	Partners Group Global Value 2008 S.C.A., SICAR	52618
De Agostini Invest S.A.	52643	Pavinvest S.A.	52610
De Agostini Invest S.A.	52637	Pendragon Holding S.A.	52615
Edmond Welter & Fils Sàrl	52615	Portswood B.V.	52618
Elena Invest S.A.	52610	Promed S.A.	52610
Elena Invest S.A.	52614	Rechem S.A.	52620
Euro Footwear Holdings S.à r.l.	52616	SDS Invest SA	52613
Fred Alger International Advisory S.A.	52616	Sogebat S.A.	52621
Glaxosmithkline Dungarvan and Stafford- Miller (Ireland) S.N.C.	52622	Stanstead Investment Holdings S.A.	52612
Halbis Funds	52612	Sun Claim S.à r.l.	52611
HILGER - interfer S.A.	52621	The Jupiter Global Fund	52619
HSBC Global Investment Funds	52613	Tomkins Automotive Company S.à r.l.	52620
HSBC International Select Fund	52614	Tomkins Holdings Luxembourg S.à r.l.	52614
IdB Holdings	52611	TreeTop Convertible Sicav	52612
Inovia Partners S.A.	52620	Vattenfall Reinsurance S.A.	52618
Karikal S.A.	52612	Verizon International Inc. Luxembourg S.C.S.	52617
Kraftwerk Holding S.A.	52619		
Langerheights S.A.	52616		
Le Mètre Carré S.à r.l.	52619		

Promed S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4240 Esch-sur-Alzette, 36, rue Emile Mayrisch.
R.C.S. Luxembourg B 139.389.

Le bilan au 31.12.2008 a été déposé au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Pour PROMED S.A.

Emmanuel KARP / Tilly KLEIN

Référence de publication: 2009061368/12.

(090071176) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mai 2009.

Elena Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1940 Luxembourg, 370, route de Longwy.
R.C.S. Luxembourg B 116.640.

Les comptes annuels au 31.12.2006 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

STRATEGO TRUST S.A.

Domiciliaire

Signature

Référence de publication: 2009061372/12.

(090071818) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mai 2009.

Pavinvest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3A, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 92.017.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire tenue le 27/03/2009 à Luxembourg

Suite au décès de Monsieur Guy GLESENER, l'Assemblée décide de nommer en remplacement au poste d'administrateur:

Monsieur Laurent Jacquemart, expert comptable, né à Daverdisse le 19/06/1968, avec adresse professionnelle 3A, boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg.

Son mandat se terminera à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire à tenir en 2013.

Pour copie conforme

Signature / Signature

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2009061550/16.

(090071957) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mai 2009.

Mikek S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9050 Ettelbruck, 44, Grand-rue.
R.C.S. Luxembourg B 91.676.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fiduciaire ENSCH, WALLERS et ASSOCIES S.A.

CENTRE KENNEDY

53, avenue J.F. Kennedy

L-9053 ETTTELBRUCK

Signature

Référence de publication: 2009061128/14.

(090071375) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mai 2009.

Sun Claim S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2320 Luxembourg, 69, boulevard de la Pétrusse.
R.C.S. Luxembourg B 135.497.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 mai 2009.

Martine SCHAEFFER

Notaire

Référence de publication: 2009061542/5770/12.

(090071200) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mai 2009.

IdB Holdings, Société Anonyme.

Siège social: L-2134 Luxembourg, 58, rue Charles Martel.
R.C.S. Luxembourg B 49.429.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 mai 2009.

Martine SCHAEFFER

Notaire

Référence de publication: 2009061543/5770/12.

(090071218) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mai 2009.

Newhold S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3A, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 26.374.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire tenue le 27/03/2009 à Luxembourg

Suite au décès de Monsieur Guy GLESENER, l'Assemblée décide de nommer en remplacement au poste d'administrateur:

Monsieur Laurent Jacquemart, expert comptable, né à Daverdisse le 19/06/1968, avec adresse professionnelle 3A, boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg.

Son mandat se terminera à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire à tenir en 2010.

Pour copie conforme

Signature / Signature

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2009061544/16.

(090071964) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mai 2009.

3A Alternative Funds, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1160 Luxembourg, 16, boulevard d'Avranches.
R.C.S. Luxembourg B 88.843.

EXTRACT

Les Administrateurs de 3A Alternative Funds ont décidé à l'unanimité par résolution circulaire datée du 11 mars 2009 de changer le siège social de la société du 40 avenue Monterey, L-2163 Luxembourg au 16 Boulevard d'Avranches, L-1160 Luxembourg à compter du 30 avril 2009.

For 3A ALTERNATIVE FUNDS

HSBC Securities Services (Luxembourg) S.A.

Signatures

Référence de publication: 2009061678/14.

(090071770) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mai 2009.

Halbis Funds, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1160 Luxembourg, 16, boulevard d'Avranches.
R.C.S. Luxembourg B 134.482.

EXTRAIT

Les Administrateurs de Halbis Funds ont décidé lors du conseil d'administration du 3 mars 2009 de changer le siège social de la société du 40 avenue Monterey, L-2163 Luxembourg au 16 Boulevard d'Avranches, L-1160 Luxembourg à compter du 30 avril 2009.

Pour Halbis Funds

HSBC Securities Services (Luxembourg) S.A.

Signatures

Référence de publication: 2009061652/14.

(090071869) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mai 2009.

TreeTop Convertible Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 12, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 27.709.

Le bilan au 31 décembre 2008, ainsi que l'affectation du résultat, ont été déposés au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 mai 2009.

Pour TreeTop Convertible SICAV

BANQUE DEGROOF LUXEMBOURG S.A.

Agent Domiciliaire

Jean-Michel GELHAY / Martine VERMEERSCH

Directeur / Sous-Directeur

Référence de publication: 2009061649/16.

(090071471) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mai 2009.

Karikal S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1734 Luxembourg, 2, rue Carlo Hemmer.
R.C.S. Luxembourg B 101.597.

Le bilan et l'annexe au 31 décembre 2008 ont été déposés au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Signature

Un administrateur

Référence de publication: 2009061478/12.

(090071760) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mai 2009.

Stanstead Investment Holdings S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1734 Luxembourg, 2, rue Carlo Hemmer.
R.C.S. Luxembourg B 116.946.

Le bilan et l'annexe au 31 mars 2009 ont été déposés au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Signature

Un administrateur

Référence de publication: 2009061475/12.

(090071753) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mai 2009.

SDS Invest SA, Société Anonyme.

Siège social: L-3511 Dudelange, 53-55, rue de la Libération.
R.C.S. Luxembourg B 134.535.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2009061415/3139/12.

Enregistré à Luxembourg, le 10 mars 2009, réf. LSO-DC02744. - Reçu 38,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090071711) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mai 2009.

Avanti Invest SA, Société Anonyme.

Siège social: L-3511 Dudelange, 53-55, rue de la Libération.
R.C.S. Luxembourg B 110.794.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2009061418/3139/12.

Enregistré à Luxembourg, le 3 avril 2009, réf. LSO-DD00950. - Reçu 40,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090071708) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mai 2009.

Balopa S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1114 Luxembourg, 10, rue Nicolas Adames.
R.C.S. Luxembourg B 122.060.

EXTRAIT

Il résulte des résolutions prises de l'Assemblée Générale ordinaire des actionnaires tenue en date du 04 mai 2009 que:
- Ont été réélus aux fonctions de gérants de la société jusqu'à l'Assemblée Générale ordinaire des actionnaires qui se tiendra en 2010:

- * Monsieur Claude BLUM résidant à CH-8021 Zürich, 14, Usterstrasse;
- * Monsieur Jan LÜTJENS résidant à L-1530 Luxembourg, 55, rue Anatole France;
- * Madame Maria Graciela MACHES MICHAVILA résidant à L-1530 Luxembourg, 55, rue Anatole France.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2009061536/16.

(090071588) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mai 2009.

HSBC Global Investment Funds, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1160 Luxembourg, 16, boulevard d'Avranches.
R.C.S. Luxembourg B 25.087.

EXTRAIT

Les Administrateurs de HSBC Global Investments Funds ont décidé lors du conseil d'administration du 10 mars 2009 de changer le siège social de la société du 40 avenue Monterey, L-2163 Luxembourg au 16 Boulevard d'Avranches, L-1160 Luxembourg à compter du 30 avril 2009.

Pour HSBC Global Investment Funds
HSBC Securities Services (Luxembourg) S.A.
Signatures

Référence de publication: 2009061660/14.

(090071797) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mai 2009.

HSBC International Select Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1160 Luxembourg, 16, boulevard d'Avranches.

R.C.S. Luxembourg B 84.174.

EXTRAIT

Les Administrateurs de HSBC International Select Fund ont décidé lors du conseil d'administration du 11 mars 2009 de changer le siège social de la société du 69, route d'Esch, L-1470 Luxembourg 16 Boulevard d'Avranches, L-1160 Luxembourg à compter du 30 avril 2009.

Pour HSBC INTERNATIONAL SELECT FUND

HSBC Securities Services (Luxembourg) S.A.

Signatures

Référence de publication: 2009061659/14.

(090071780) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mai 2009.

Mangrove III S.C.A. SICAR, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 20, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 140.749.

Extrait des résolutions de l'Assemblée Générale Ordinaire tenue à Luxembourg le 29 avril 2009

Il résulte de l'assemblée générale ordinaire tenue au Luxembourg le 29 avril 2009 que le mandat du Réviseur d'Entreprises, Deloitte S.A., a été renouvelé avec effet immédiat jusqu'à la prochaine assemblée annuelle qui aura lieu en 2010.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 avril 2009.

BANQUE PRIVEE EDMOND DE ROTHSCHILD, Société Anonyme

Aurore ANTOINE / Madeline BOUCHER

Mandataire commercial / Mandataire commercial

Référence de publication: 2009061620/16.

(090071894) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mai 2009.

Elena Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1940 Luxembourg, 370, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 116.640.

Les comptes annuels au 31.12.2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

STRATEGO TRUST S.A.

Domiciliataire

Signature

Référence de publication: 2009061373/12.

(090071816) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mai 2009.

Tomkins Holdings Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2240 Luxembourg, 23-25, rue Notre-Dame.

R.C.S. Luxembourg B 102.555.

Les statuts coordonnés suivant l'acte n° 55105 ont été déposés au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Joseph ELVINGER

Notaire

Référence de publication: 2009061363/211/12.

(090071315) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mai 2009.

Edmond Welter & Fils Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3515 Dudelange, 238, route de Luxembourg.
R.C.S. Luxembourg B 54.544.

Le bilan au 31.12.2008 a été déposé au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme
Pour EDMOND WELTER & FILS SARL
Emmanuel KARP / Tilly KLEIN

Référence de publication: 2009061360/12.

(090071181) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mai 2009.

Bold Fury S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1734 Luxembourg, 2, rue Carlo Hemmer.
R.C.S. Luxembourg B 112.801.

Le bilan et l'annexe au 31 décembre 2008 ont été déposés au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société
Signature
Un administrateur

Référence de publication: 2009061482/12.

(090071771) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mai 2009.

BT Global Services Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 12, avenue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 71.901.

Statuts coordonnés suite à une Assemblée Générale Extraordinaire en date du 10 mars 2009, acte n°123 pardevant Maître Jacques DELVAUX, notaire de résidence à Luxembourg, déposés au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.
Boîte postale 320
L-2013 Luxembourg
Jacques DELVAUX
Notaire

Référence de publication: 2009061326/208/16.

(090071232) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mai 2009.

Pendragon Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 78.562.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 mai 2009.
Pour PENDRAGON HOLDING S.A.
Signatures

Référence de publication: 2009061742/744/14.

Enregistré à Luxembourg, le 27 avril 2009, réf. LSO-DD07685. - Reçu 24,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090071292) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mai 2009.

Fred Alger International Advisory S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 49, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 55.674.

Le Bilan au 31 Octobre 2008 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 Mai 2009.

Signature

Un administrateur domiciliaire

Référence de publication: 2009061747/1229/14.

Enregistré à Luxembourg, le 6 mai 2009, réf. LSO-DE00848. - Reçu 32,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090071165) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mai 2009.

Langerheights S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1526 Luxembourg, 23, Val Fleuri.
R.C.S. Luxembourg B 118.194.

Le bilan et l'annexe au 31 décembre 2006, ainsi que les autres documents et informations qui s'y rapportent, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour LANGERHEIGHTS S.A.

C.BLONDEAU / N-E NIJAR

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2009061699/13.

(090071479) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mai 2009.

Advantage Communication S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1274 Howald, 25, rue des Bruyères.
R.C.S. Luxembourg B 98.204.

Statuts coordonnés déposés au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg-Bonnevoie, le 13 mai 2009.

Tom METZLER

Notaire

Référence de publication: 2009061413/222/12.

(090071608) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mai 2009.

Euro Footwear Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 113.247.

Veillez prendre note des changements d'adresse des gérants suivants:

- M. Bengt Gunnar GUNNARSSON: avenue Clovis Hugues, F-84480 Bonnieux (France),

- M. Christiaan Willem VAN BOETZELAER: 23, Jan van Goyenkade, NL-1075 HS Amsterdam (Pays-Bas).

Luxembourg, le 13 mai 2009.

Pour avis sincère et conforme

Pour Euro Footwear Holdings S.à r.l.

Fortis Intertrust (Luxembourg) S.A.

Signatures

Référence de publication: 2009061518/15.

(090071308) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mai 2009.

Agape SA, Société Anonyme.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 16A, boulevard de la Foire.
R.C.S. Luxembourg B 83.716.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008, ainsi que les informations et documents annexes ont été déposés au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 14 mai 2009.

Signature.

Référence de publication: 2009061648/255/13.

Enregistré à Luxembourg, le 16 avril 2009, réf. LSO-DD04550. - Reçu 18,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090071470) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mai 2009.

New Star Fund Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1160 Luxembourg, 16, boulevard d'Avranches.
R.C.S. Luxembourg B 133.417.

EXTRAIT

Les Administrateurs de New Star Fund SICAV ont décidé lors du conseil d'administration du 18 mars 2009 de changer le siège social de la société du 40 avenue Monterey, L-2163 Luxembourg au 16 Boulevard d'Avranches, L-1160 Luxembourg à compter du 30 avril 2009.

Pour NEW STAR FUND SICAV
HSBC Securities Services (Luxembourg) S.A.
Signatures

Référence de publication: 2009061651/14.

(090071874) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mai 2009.

Verizon International Inc. Luxembourg S.C.S., Société en Commandite simple.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.
R.C.S. Luxembourg B 134.584.

Les statuts coordonnés suivant l'acte n° 55058 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Joseph ELVINGER
Notaire

Référence de publication: 2009061528/211/12.

(090071832) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mai 2009.

Partners Group European Mezzanine 2005 S.C.A., SICAR, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque.

Siège social: L-1160 Luxembourg, 16, boulevard d'Avranches.
R.C.S. Luxembourg B 107.564.

EXTRAIT

Le Gérant de Partners Group European Mezzanine 2005 S.C.A., SICAR a décidé lors du conseil d'administration du 20 février 2009 de changer le siège social de la société du 40 avenue Monterey, L-2163 Luxembourg au 16 Boulevard d'Avranches, L-1160 Luxembourg à compter du 30 avril 2009.

Pour Partners Group European Mezzanine 2005 S.C.A., SICAR
HSBC Securities Services (Luxembourg) S.A.
Signatures

Référence de publication: 2009061250/15.

(090071925) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mai 2009.

Partners Group Global Value 2008 S.C.A., SICAR, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque.

Siège social: L-1160 Luxembourg, 16, boulevard d'Avranches.
R.C.S. Luxembourg B 138.053.

—
EXTRAIT

Le Gérant de Partners Group Global Value 2008 S.C.A., SICAR a décidé lors du conseil d'administration du 20 février 2009 de changer le siège social de la société du 40 avenue Monterey, L-2163 Luxembourg au 16 Boulevard d'Avranches, L-1160 Luxembourg à compter du 30 avril 2009.

Pour Partners Group Global Value 2008 S.C.A., SICAR
HSBC Securities Services (Luxembourg) S.A.
Signatures

Référence de publication: 2009061253/15.

(090071933) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mai 2009.

Portswood B.V., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1661 Luxembourg, 99, Grand-rue.
R.C.S. Luxembourg B 145.830.

—
Les statuts coordonnés suivant l'acte n° 54978 ont été déposés au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Joseph ELVINGER
Notaire

Référence de publication: 2009061313/211/12.

(090071694) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mai 2009.

Menuiserie-Ebenisterie Gérard Assen S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8805 Rambrouch, 17, rue des Artisans.
R.C.S. Luxembourg B 97.411.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fiduciaire ENSCH, WALLERS et ASSOCIES S.A.
CENTRE KENNEDY
53, avenue J.F. Kennedy
L-9053 ETTTELBRUCK
Signature

Référence de publication: 2009061126/14.

(090071368) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mai 2009.

Vattenfall Reinsurance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.
R.C.S. Luxembourg B 49.528.

—
Statuts coordonnés déposés au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 mai 2009.

Pour la société
Paul DECKER
Le notaire

Référence de publication: 2009061574/206/13.

(090071205) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mai 2009.

Kraftwerk Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri M. Schnadt.

R.C.S. Luxembourg B 59.572.

—
Extrait du Conseil d'administration tenu en date du 13 mars 2009

Après délibération, le Conseil d'Administration adopte à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

Le conseil d'Administration entérine la reconduction tacite du mandat d'administrateur de Monsieur Pascal METRAL depuis l'Assemblée Générale du 8 janvier 2007 jusqu'à l'Assemblée Générale tenue en 2009.

Deuxième résolution

Le Conseil d'Administration accepte la démission de son poste d'administrateur de Monsieur Pascal METRAL né le 15 novembre 1974 à Sion (CH), et demeurant à CH- 1950 Sion, 35 Chemin des collines.

Troisième résolution

Conformément à l'article 52 de la loi du 23 novembre 1972, le Conseil d'Administration décide de nommer Madame Jacqueline MOTTARD, née le 16 février 1970 à Thônex (CH), et demeurant professionnellement à CH-1950 Sion, 35 Chemin des collines, en remplacement de l'administrateur démissionnaire jusqu'à l'Assemblée Générale tenue en 2009.

La prochaine Assemblée Générale des Actionnaires statuera sur sa nomination définitive.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 mai 2009.

Euro-Suisse Audit (Luxembourg)

Domiciliataire

Signature

Référence de publication: 2009061039/25.

(090071948) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mai 2009.

The Jupiter Global Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1160 Luxembourg, 16, boulevard d'Avranches.

R.C.S. Luxembourg B 110.737.

—
EXTRAIT

Les Administrateurs The Jupiter Global Fund ont décidé lors du conseil d'administration du 19 mars 2009 de changer le siège social de la société du 40 avenue Monterey, L-2163 Luxembourg au 16 Boulevard d'Avranches, L-1160 Luxembourg à compter du 30 avril 2009.

Pour THE JUPITER GLOBAL FUND

HSBC Securities Services (Luxembourg) S.A.

Signatures

Référence de publication: 2009061661/14.

(090071776) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mai 2009.

Le Mètre Carré S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6793 Grevenmacher, 42, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 87.292.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

SOFINTER S.A.
"Le Dôme" - Espace Pétrusse
2, Avenue Charles de Gaulle
L-1653 Luxembourg
B.P. 351 L-2013 LUXEMBOURG
Signature

Référence de publication: 2009062042/15.

(090072791) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 mai 2009.

Inovia Partners S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1736 Senningerberg, 1B, Heienhaff.

R.C.S. Luxembourg B 101.994.

Les statuts coordonnés suivant l'acte n° 55111 ont été déposés au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Joseph ELVINGER

Notaire

Référence de publication: 2009061364/211/12.

(090071332) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mai 2009.

OI-Incentive S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 31, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 138.553.

Les statuts coordonnés suivant l'acte n° 55191 ont été déposés au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Joseph ELVINGER

Notaire

Référence de publication: 2009061341/211/12.

(090071535) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mai 2009.

Tomkins Automotive Company S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2240 Luxembourg, 23-25, rue Notre-Dame.

R.C.S. Luxembourg B 115.665.

Les statuts coordonnés suivant l'acte n° 55104 ont été déposés au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Joseph ELVINGER

Notaire

Référence de publication: 2009061365/211/12.

(090071362) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mai 2009.

Rechem S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.

R.C.S. Luxembourg B 50.871.

Extrait des résolutions du Conseil d'Administration prises en date du 16 mars 2009

Le Conseil prend note de la démission de Sogecore Reinsurance Management S.A. de son mandat d'Administrateur de la société avec effet au 18 février 2009.

Le Conseil coopte AON Insurance Managers (Luxembourg) S.A. habituellement représentée par Madame Sophie VANDEVEN, demeurant professionnellement 19, rue de Bitbourg L-1273 Luxembourg, en remplacement de Sogecore Reinsurance Management S.A. avec effet au 18 février 2009.

Pour la société PROTECTION RE
SINSER (Luxembourg) S.A.R.L.
Signature

Référence de publication: 2009061207/682/18.

Enregistré à Luxembourg, le 29 avril 2009, réf. LSO-DD08424. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090071943) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mai 2009.

Sogebat S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4959 Bascharage, 24, Zone Op Zaemer.

R.C.S. Luxembourg B 136.561.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

SOFINTER S.A.
"Le Dôme" - Espace Pétrusse
2, Avenue Charles de Gaulle
L-1653 Luxembourg
B.P. 351 L-2013 LUXEMBOURG
Signature

Référence de publication: 2009062044/15.

(090072793) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 mai 2009.

Abrias, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 1, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 84.782.

Le Rapport Annuel au 31 décembre 2008 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 mai 2009.

Pour Abrias
Pictet Funds (Europe) S.A.
Christian Jeanrond / Christopher Misson
Mandataire Commercial / Fondé de Pouvoir

Référence de publication: 2009061761/14.

(090071217) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mai 2009.

HILGER - interfer S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5691 Ellange, 36-37, Z.A.E. «Triangle Vert».

R.C.S. Luxembourg B 45.382.

Ernennung eines neuen Verwaltungsrates durch die Aktionäre der Hilger-interfer S.A.

Bisher bestand der Verwaltungsrat aus fünf Mitgliedern. Durch den heutigen Beschluss der Aktionäre wird der Verwaltungsrat reduziert auf drei Mitglieder.

Künftig gehören dem Verwaltungsrat an:

- Klaus Georg MAREKFIA, Kaufmann,
geb. am 04.09.1947, Virchowstrasse 14,
D - 66119 Saarbrücken,
- Curt MEURER, Kaufmann,
geb. am 15.03.1959, Feltzstr. 10
B - 4780 St. Vith
- René SALING, Kaufmann,
geb. am 10.02.1957, 67b, Rue des Jardins,
F - 57600 Forbach

Die Verwaltungsratsmitglieder werden für die Dauer von zwei Jahren gewählt. Somit endet die Verwaltungsratsmitgliedschaft am 30.01.2010.

Ellange, den 01.02.2008.

Klaus Baubeschläge GmbH / Reisdorff Invest S.A. / Batifer S.A.S.

Unterschriften

Référence de publication: 2009061015/25.

(090071430) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mai 2009.

**Glaxosmithkline Dunganvar and Stafford-Miller (Ireland) S.N.C., Société en nom collectif,
(anc. AstraZeneca Tika SNC).**

Siège social: L-8211 Mamer, 53, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 123.398.

Les statuts coordonnés suivant l'acte n° 55184 ont été déposés au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Joseph ELVINGER

Notaire

Référence de publication: 2009061349/211/13.

(090071604) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mai 2009.

**Partners Group Global Infrastructure 2009 S.C.A., SICAR, Société en Commandite par Actions sous la
forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque.**

Siège social: L-1611 Luxembourg, 55, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 146.206.

STATUTES

In the year two thousand and nine, on the eighth day of May.

Before Maître Henri HELLINCKX, notary residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg).

There appeared:

1. Partners Group Management II S.à.r.l., a company incorporated under the laws of Luxembourg with its registered office at 55, avenue de la Gare, L-1611 Luxembourg, represented by Eva Brauckmann, Volljuristin, professionally residing in Luxembourg, pursuant to proxies dated 6 May 2009; and

2. Partners Group Holding AG, Zugerstrasse 57, CH-6341 Baar-Zug, Switzerland, represented by Eva Brauckmann, prenamed, pursuant to a proxy dated 6 May 2009.

The proxies signed *ne varietur* by all the appearing parties and the undersigned notary, shall remain annexed to this document to be filed with the registration authorities.

Such appearing parties, in the capacity in which they act, have requested the notary to state as follows the articles of association of a société en commandite par actions which they form between themselves (the "Articles"):

Art. 1. Establishment. There exists among the subscribers and all those who become owners of Shares hereafter issued, a corporation in the form of a société en commandite par actions qualifying as investment company in risk capital under the law of 15th June 2004, as amended, (the "2004 Law") under the name of "Partners Group Global Infrastructure 2009 S.C.A., SICAR" (the "Corporation").

Art. 2. Term. The Corporation is established for a period expiring on 31st December 2021, provided that the Corporation by Shareholder Resolution taken under the conditions for amendments of these Articles may be dissolved prior to this date or continued for up to 3 (three) additional one-year periods.

Art. 3. Purpose.

(a) The object of the Corporation is to invest in Partners Group Global Infrastructure 2009, L.P. (the "Fund"), representing risk capital within the meaning of article 1 of the 2004 Law, in order to provide its Investors with the benefit of the result of the management of its assets in consideration of the risk which they incur.

(b) The Corporation may take any measures and carry out any operation, which it may deem useful in the development and accomplishment of its purpose to the full extent permitted by the 2004 Law, provided that the other provisions of these Articles will be complied with.

(c) The Corporation may not undertake any other investment activities except for investing in the Fund, holding short term bank deposits and short term borrowing of funds pursuant to Article 13 (c).

Art. 4. Registered Office. The registered office of the Corporation is established in Luxembourg City, in the Grand Duchy of Luxembourg. Branches or other offices may be established in Luxembourg by resolution of the Manager. If and to the extent permitted by law, the Manager may decide to transfer the registered office to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg.

Art. 5. Share Capital.

(a) The authorised share capital of the Corporation is set at ten million Euro (EUR 10,000,000) divided into:

- (i) five million (5,000,000) Ordinary Shares with a par value of one Euro (EUR 1) per Share; and
- (ii) five million (5,000,000) Manager Shares with a par value of one Euro (EUR 1) per Share.

(b) The Corporation is incorporated with the minimum share capital of thirty-one thousand Euro (EUR 31,000), represented by thirty thousand nine hundred and ninety-eight (30,998) Manager Shares and two (2) Ordinary Shares of a par value of one Euro (EUR 1) per Share.

(c) The Manager may delegate to any duly authorized officer of the Corporation or to any other duly authorized person, the duty of accepting subscriptions and of delivering and receiving payment for Shares issued.

(d) Within the limits of the authorised share capital, the Manager is authorised to issue Shares as follows:

- (i) each Ordinary Share shall be issued for a total subscription price of one thousand Euro (EUR 1,000) (comprising the par value of one Euro (EUR 1) and a share premium of nine hundred and ninety-nine Euro (EUR 999)); and
- (ii) each Manager Share shall be issued at a subscription price of one Euro (EUR 1) (plus a share premium between Euro 0 and Euro 1, as determined by the Manager).

(e) The total amounts contributed to the Corporation by an Investor (comprising par value and share premium) are referred to as "Contributions".

(f) The Manager may issue Shares under the authorised capital structure until the fifth anniversary of the publication of the Articles. A Shareholder Resolution taken under the conditions provided in articles 103 (and following related articles) and article 67-1 of the Luxembourg law of 10th August 1915 on commercial companies, as amended, (the "1915 Law") may extend this period.

(g) The Manager will determine the dates of the share offerings of the Corporation for the admission of additional Investors (each a "Share Offering"), and may hold further Share Offerings over a period of eighteen months following the initial Share Offering. The Manager may limit or withdraw preferential subscription rights until the fifth anniversary of the publication of the Articles, a Shareholder Resolution taken under the conditions provided in articles 103 (and following related articles) and article 67-1 of the 1915 Law may extend this period.

(h) The Manager acting on behalf of the Corporation has full discretion to organize the procedures relating to closings, drawdowns and payments upon drawdown.

(i) The minimum capital, as defined in the 2004 Law, which must be achieved within twelve months after the date on which the Corporation has been authorised as a société d'investissement en capital à risque under Luxembourg law, shall be one million Euro (EUR 1,000,000) (increased by the share premium paid on the issue of Shares).

Art. 6. The Manager.

(a) The "associé-gérant-commandité" of the Corporation shall be Partners Group Management II S.à.r.l., a corporation organised under the laws of Luxembourg (the "Manager").

(b) The Manager is jointly and severally liable for all liabilities to third parties which cannot be met out of the assets of the Corporation. The Manager shall not be liable on its own assets for the payment of (i) any distributions to Shareholders or (ii) the return of Contributions to Shareholders.

Art. 7. Liability of Investors.

(a) The Investors are not permitted to act on behalf of the Corporation in any manner or capacity other than by exercising their rights at Shareholder meetings.

(b) The Investors shall be solely liable for payment to the Corporation of (i) the par value and share premium on any Ordinary Shares and any Undrawn Commitment, (ii) the return of distributions, and (iii), if applicable, an Entry Charge (according to the term defined hereafter).

Art. 8. Share Register.

(a) All issued Shares of the Corporation shall be recorded in the Shareholder register (the "Register"). The Register shall contain the name of each Shareholder, their residence, registered office or elected domicile, the number and class of Shares held, the amount paid in on the Shares, and the banking account details of the Shareholders.

(b) Until notices to the contrary have been received by the Corporation, it may treat the information contained in the Register as accurate and up-to-date and may in particular use the inscribed addresses for the sending of notices and announcements and the inscribed banking account details for the making of any payments.

(c) The Manager will appoint an entity responsible for the maintenance of the Register.

(d) Transfers of Shares shall be effected by inscription of the transfer in the Register upon delivery to the Corporation of a completed transfer form together with evidence that the purchaser has assumed all obligations in connection with

the Undrawn Commitment relating to the respective Interest and such other documentation as the Corporation may require.

(e) Investors may transfer fully paid Ordinary Shares to Eligible Investors (according to the term defined hereafter). Their Undrawn Commitment (according to the term defined hereafter) may be transferred to the extent the transferee is (i) creditworthy, as determined by the Manager, and (ii) eligible in accordance with the provisions of the 2004 Law.

To the extent that, and as long as, a respective Interest is part of a German insurance company's or a German pension fund's "committed asset" ("Sicherungsvermögen") as defined in Sec. 66 of the German Insurance Supervisory Act, as may be amended from time to time ("Versicherungsaufsichtsgesetz") or "other committed asset" ("Sonstiges gebundenes Vermögen" as defined in Sec. 54 para 1 or Sec. 115 of the German Insurance Supervisory Act, as may be amended from time to time), such Interest shall not be disposed of without the prior written consent of the trustee ("Treuhand") appointed in accordance with Sec. 70 of the German Insurance Supervisory Act, as may be amended from time to time, or by the trustee's authorized deputy.

However, notwithstanding the above, any Interest that is directly or indirectly held by a German insurance company or a German pension fund and that is part of their committed assets is freely transferable and such transfer will not require the approval of the Manager provided the transferee is an Eligible Investor and executes the necessary documentation. Upon the transfer of any Interest that is directly or indirectly held by a Shareholder that is a German insurance company or German pension fund, the transferee shall accept and become solely responsible for all liabilities and obligations relating to such Interest held and the transferor shall be released from and shall have no further liability in respect of the Corporation.

(f) Fractions of Shares may be issued up to three decimal places.

(g) Shares will only be issued as registered securities.

(h) Shares will be available in book-entry form. No certificates will be issued.

Art. 9. Commitment.

(a) In the Subscription Agreement Investors will undertake to subscribe for a certain number of Ordinary Shares (each a "Commitment", and accordingly, where the context requires, a Commitment shall be that amount in Euro equivalent to the subscription price of the total number of Ordinary Shares comprised in the Commitment).

(b) The minimum Commitment to the Corporation by an Investor will be five thousand (5,000) Ordinary Shares in an amount of five million Euro (EUR 5,000,000), although the Manager reserves the right to admit Investors with lower Commitments.

(c) The Commitment made by each Investor will be payable in instalments by subscribing for additional Shares in the Corporation. Prior to each Contribution, the Manager will issue a drawdown notice advising Investors of the portion of their Commitment required to be contributed to the Corporation and the corresponding number of Shares that will be issued, whereupon such amount shall be payable within ten (10) calendar days, in cash denominated in Euros, and the relevant number of Shares shall be issued to Investors on a pro-rata basis (each such event of drawing down capital being a "Drawdown").

(d) Drawdowns will be made in proportion to the Commitment of each Investor, as needed to satisfy the capital requirements of the Corporation's investments and to maintain a reserve for the operating expenses of the Corporation.

Art. 10. Eligible Investor.

(a) The Manager on behalf of the Corporation may, at its discretion, restrict or prevent the ownership of Shares in the Corporation by any person, firm or corporate body.

(b) Only Eligible Investors (according to the term defined hereafter) shall be permitted to hold an Interest in the Corporation.

(c) The Manager may, at its discretion, delay the acceptance of any application for an Interest until such time as sufficient documentation has been provided verifying that the applicant qualifies as an Eligible Investor.

(d) Where the Corporation determines that an Investor is not an Eligible Investor, or is in breach of its representations and warranties or fails to make such representations and warranties as the Manager may require, the Manager may require such Investor to sell all or part of its Interest in accordance with the following provisions:

(i) the Corporation shall serve a notice (the "Purchase Notice") upon the Investor, specifying the Interest to be purchased as aforesaid, the price to be paid for such Interest (the "Purchase Price"), and the place at which the Purchase Price in respect of such Interest is payable. Any such notice may be served upon such Investor by posting the same in a prepaid registered envelope addressed to such Investor at its last address known to or appearing in the Register. Immediately after the close of business on the date specified in the Purchase Notice, such Investor shall cease to be the owner of the Interest specified in such notice and its name shall be removed as to the respective Shares in the Register;

(ii) the Purchase Price of the Interest shall be an amount equal to 75% of the market value of the Investor's Interest, such value being determined by the Manager obtaining price quote(s) within the market;

(iii) payment of the Purchase Price will be made to the owner of such Interest, except during periods of exchange restrictions, and will be deposited by the Corporation with a bank in Luxembourg or elsewhere (as specified in the Purchase Notice) for payment to such owner. Upon deposit of such price as aforesaid the person specified in such

Purchase Notice shall have no further interest in the Corporation, or any claim against the Corporation or its assets in respect thereof, except the right to receive the price so deposited (without interest) from such bank.

(e) The exercise by the Corporation of the powers conferred by this Article 10 shall not be questioned or invalidated in any case on the ground that there was insufficient evidence of ownership of Shares by any person or that the true ownership of any Shares was otherwise than as appeared to the Corporation at the date of any Purchase Notice, provided that in such case the said powers were exercised by the Corporation in good faith.

(f) In addition to any liability under applicable law, each Investor who does not qualify as an Eligible Investor, and who holds an Interest, shall hold harmless and indemnify the Corporation, the Manager, the other Investors and Ordinary Shareholders and the Corporation's agents for any damages, losses and expenses resulting from or connected to such holding in circumstances where the relevant Investor had furnished misleading or untrue documentation or had made misleading or untrue representations to wrongfully establish its status as an Eligible Investor or had failed to notify the Corporation of its loss of such status.

Art. 11. Annual General Meeting.

(a) The annual general meeting of Shareholders shall be held, in accordance with Luxembourg law, in Luxembourg at the registered office of the Corporation or at such other place in Luxembourg as may be specified in the notice of meeting, on the last Friday of the month of June at 9.00 a.m. (Luxembourg time) and for the first time in two thousand and ten. If such day is not a bank business day in Luxembourg, the annual general meeting of Shareholders shall be held on the preceding bank business day.

(b) Other Shareholder meetings may be held at such place and time as may be specified in the respective meeting notices.

Art. 12. Shareholder Meetings.

(a) All Shareholder meetings shall be presided over by the Manager.

(b) Any duly convened Shareholder meeting shall represent the entire body of Shareholders. It shall have the broadest power to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Corporation.

(c) A Shareholder may act at any meeting of Shareholders by:

(i) appointing another person as its proxy in writing, or

(ii) providing written confirmation to the Manager instructing the manner in which it elects to vote on respective agenda points provided that the written voting bulletins include (1) the name, first name, address and the signature of the relevant Shareholder, (2) the indication of the Shares for which the Shareholder will exercise such right, (3) the agenda as set forth in the convening notice and (4) the voting instructions (approval, refusal, abstention) for each point of the agenda. The original voting bulletins must be received by the Corporation 24 hours before the relevant Shareholder meeting.

(d) Each Manager Share and each Ordinary Share carries one vote at all Shareholder meetings.

(e) All Shares will vote as one class unless otherwise required by law or provided in these Articles.

(f) Except as otherwise required by law or provided in these Articles, resolutions at a Shareholder meeting (a "Shareholder Resolution") shall require the approval of:

(i) a simple majority of the votes cast by the Shareholders present or represented, and

(ii) the Manager.

(g) Any resolution at a Shareholder meeting deciding that the Corporation will no longer qualify as investment company in risk capital under the 2004 Law will need to be passed by a unanimous vote of all Shareholders and the Manager.

(h) Whenever the limited partners of the Fund are required or permitted to take any action by vote, such matter shall be presented to the Shareholders for their consent. The approval of the Corporation shall be based on a simple majority of the votes cast.

(i) The Manager shall provide at least 8 days prior notice of any Shareholder meeting as required under Luxembourg law.

(j) The Manager may determine all other conditions that must be fulfilled by Shareholders for them to take part in any Shareholder meeting.

(k) Votes cast as used in these Articles shall not include votes attaching to Shares in respect of which a Shareholder has not taken part in the vote or has abstained or has returned a blank or invalid vote.

Art. 13. Manager Powers.

(a) The Manager has the broadest power to perform all acts of administration and disposition of the Corporation and to investigate, pursue and conclude transactions. All powers that are not reserved by law or these Articles to the general meeting of Shareholders are within the powers of the Manager.

(b) The Manager shall determine the investment policy and the borrowing policy of the Corporation, subject to the restrictions established by (i) Luxembourg law, (ii) regulatory authorities, and (iii) these Articles.

(c) The Manager is authorized to borrow on behalf of the Corporation. The Manager shall only utilize borrowings for temporary liquidity purposes (i.e. up to six months) and subject to rates commercially available for such borrowing. The maximum borrowing on behalf of the Corporation is not allowed to exceed 10% of the Corporation's net asset value.

(d) The Manager may appoint investment advisors and managers, as well as any other management or administrative agents. The Manager may enter into agreements with such persons or companies for the provision of their services, the delegation of powers to them, and the determination of their remuneration to be borne by the Corporation.

Art. 14. Due Authorisation. The Corporation shall be bound by the joint signatures of any duly authorised directors or officers of the Manager or by the signature of any other persons to whom authority shall have been delegated by the Manager.

Art. 15. Exculpation & Indemnification.

(a) No Indemnified Party (as defined below) shall be liable to the Corporation or any Investor for any act or omission taken or suffered by such Indemnified Party in the reasonable belief that such act or omission is, or is not, contrary to the best interests of the Corporation and is within the scope of authority granted to such Indemnified Party, provided that such acts or omissions do not constitute gross negligence or a material violation of such Indemnified Party's obligations to the Corporation.

(b) To the fullest extent permitted by law, the Corporation shall indemnify and hold harmless the Manager or its affiliates, and any of their respective employees, officers, directors, agents, controlling persons or representatives (each an "Indemnified Party") from and against any and all claims, liabilities, damages, losses, costs and expenses (including amounts paid in satisfaction of judgments, in compromises and settlements, as fines and penalties and legal or other costs and expenses of investigating or defending against any claim or alleged claim) of any nature whatsoever, known or unknown, liquidated or unliquidated (collectively "Losses"), that are incurred by any Indemnified Party and arise out of or are related to the affairs or activities of the Corporation, including acting as a director of a target company, or the performance by such Indemnified Party of any of its responsibilities hereunder or otherwise in connection with being or having been a director or officer of the Corporation; provided that an Indemnified Party shall not be entitled to indemnification hereunder to the extent it is determined by any court or governmental body of competent jurisdiction that such Losses resulted directly from the Indemnified Party's gross negligence, wilful misconduct, or material breach of a material term of the Articles provided that such right of indemnification shall be reinstated in the event of such determination being reversed (Losses shall also include all costs and expenses incurred by the Indemnified Party in connection with obtaining a reversal of such determination).

(c) The right of any Indemnified Party to the indemnification provided herein shall be cumulative of, and in addition to, any and all rights to which such Indemnified Party may otherwise be entitled by contract or as a matter of law or equity and shall extend to such Indemnified Party's successors, assigns and legal representatives.

(d) Any Indemnified Party shall first seek to recover under any other indemnity or any insurance policies by which such Indemnified Party is indemnified or covered, as the case may be, but only to the extent that the indemnitor with respect to such indemnity or the insurer with respect to such insurance policy provides (or acknowledges its obligation to provide) such indemnity or coverage, as the case may be, on a timely basis. To the extent an Indemnified Party is indemnified pursuant to this Article 15 and subsequently recovers an amount in relation to the same matter from such indemnitor or insurer then such Indemnified Party shall account to the Corporation for the amount so recovered after deduction of all costs and expenses incurred in procuring recovery and all taxes thereon. The Indemnified Party shall obtain the written consent of the Manager prior to entering into any compromise or settlement which would result in an obligation of the Corporation to indemnify such Indemnified Party.

Art. 16. Contribution and Recontribution Obligations.

(a) The Corporation may require Investors to (i) make Contributions, and/or (ii) recontribute to the Corporation amounts up to the aggregate amount of distributions previously made to them, in order to satisfy indemnification or any other obligations of the Corporation.

(b) All of the foregoing contribution or recontribution obligations shall continue until the liquidation of the Corporation. The Corporation may make provision in order to satisfy indemnification or other obligations of the Corporation after the liquidation of the Corporation.

Art. 17. Share Redemption and Defaulting Investors.

(a) Shares will generally not be redeemed.

(b) If at any time:

(i) any representation made by an Investor to the Corporation in connection with the acquisition of Ordinary Shares by such Investor is determined by the Manager not to be true and correct in any respect; or

(ii) an Investor does not fulfil its obligations towards the Corporation and in particular where such Investor has committed to subscribe for further Ordinary Shares in the Corporation and fails to honour its commitment to pay further Contributions within the timeframe required,

then the Manager has the authority in the absence of curing of the above defaults within a reasonable time period determined by the Manager to (A) suspend or terminate the pecuniary rights attached to all or part of the Ordinary

Shares previously subscribed and paid for by the defaulting Investor, or (B) cause the sale and transfer to a new Investor of the Interest held by the defaulting Investor for a price equal to the Purchase Price as detailed in Article 10, or (C) reduce the Commitment of the defaulting Investor, or (D) apply any combination of the above or such other measure as it deems appropriate.

(c) Each Investor expressly acknowledges the strict default provisions in the limited partnership agreement constituting the Fund and that it has been accepted as an Investor in the Corporation in reliance upon its agreement to the provisions of these Articles, and that where an Investor fails to fulfil its obligations to the Corporation set out in Article 17(b)(ii) then the Manager may have no other option than to terminate a defaulting Investor's pecuniary rights in connection with its Ordinary Shares, in particular if the general partner of the Fund terminates the respective proportionate interest in the Fund pursuant to the relevant provisions of the limited partnership agreement of the Fund by reason of the Investor's default.

Art. 18. Net Asset Value of Shares.

(a) The net asset value of each Share class in the Corporation (the "Net Asset Value") shall be determined on each Valuation Day (according to the term defined hereafter) in accordance with this Article 18.

(b) The Net Asset Value shall be expressed as a per Share figure and shall be determined by:

(i) first, establishing the value of assets less the liabilities of the Corporation (including any adjustments as considered by the Corporation to be necessary or prudent);

(ii) second, allocating the portion of assets and liabilities between the different classes of Share according to the aggregate Contributions of each Share class, adjusted as necessary to take into consideration any additional fees or distributions to which a particular Share class may be entitled; and

(iii) finally, dividing the total assets and liabilities allocated to each Share class by the total number of Shares in the respective class on the Valuation Day.

(c) The valuation of the Corporation's assets and liabilities shall be determined in accordance with generally accepted valuation principles in compliance with article 5 (3) of the 2004 Law:

(i) liquid assets shall be valued at their face value with interest accrued;

(ii) investments in target funds shall be valued according to the most recent valuation report received from the general partners of the target funds adjusted for net capital activity; and

(iii) other investments and other property and assets of the Corporation shall be valued according to the valuation principles as set forth by the European Venture Capital Association.

(d) Other fair valuation methods may be used if the Manager considers that another method better reflects the value of the assets if circumstances and market conditions so warrant. The fair valuation methods would then be used accordingly. Valuation methods will be used on a consistent basis.

(e) Different classes of Shares may be subject to different levels of fees and expenses and may be entitled to different distributions, such factors will be taken into consideration in determining the Net Asset Value of each Share class.

(f) The Net Asset Value for each Share class will be made available to Shareholders at the registered office of the Corporation within a period of time following the relevant Valuation Day disclosed in the sales documents of the Corporation.

(g) The determination of the Net Asset Value may be suspended during any period if, in the reasonable opinion of the Manager, a fair valuation of the assets of the Corporation is not practical for reasons beyond the control of the Corporation.

Art. 19. Accounting Year and Auditors.

(a) The accounting year of the Corporation shall begin on 1st January and shall terminate on the 31st December of the same year, with the exception of the first accounting year which shall begin on the date of the incorporation of the Corporation and shall terminate on the 31st December 2009.

(b) The annual general meeting of Shareholders shall appoint independent auditors.

Art. 20. Distributions.

(a) Within the limits provided by law and in respect of each class of Shares, the annual general meeting of Shareholders of each class shall, upon the proposal of the Manager in respect of such class, determine how the results allocated to that class shall be distributed in accordance with the provisions of these Articles.

(b) Interim dividends may be paid out on the Shares of any class upon the decision of the Manager.

(c) The Manager shall apply the following distribution policies:

(i) Distributable proceeds derived from investments will be promptly distributed by the Manager, provided that the Manager may retain reasonable amounts to pay or provide reserves for expenses and other obligations of the Corporation, including fees payable to the Manager or for re-investment purposes; and

(ii) The Corporation may receive proceeds from the Corporation's investments in the form of marketable securities. The Manager will seek to sell such securities and distribute the net cash proceeds. The Manager will use reasonable efforts

to sell marketable securities promptly, Shareholders will bear any associated market risk and related costs incurred during the disposition process.

(d) Distributions of proceeds derived from the Fund will be made to the Shareholders in each case in proportion to their Contributions.

Art. 21. Liquidation.

(a) In the event of dissolution of the Corporation, liquidation shall be carried out by one or more liquidators (who may be physical persons or legal entities) appointed at a Shareholder meeting effecting such dissolution and which shall determine their powers and their remuneration.

(b) The net proceeds of liquidation shall be distributed by the liquidators to the holders of Ordinary Shares and Manager Shares pursuant to the rules set forth in Article 20.

(c) The net proceeds may be distributed in kind.

Art. 22. Amendment to Articles. These Articles may be amended from time to time by Shareholder Resolution taken under the conditions provided in articles 103 (and the following related articles) and article 67-1 of the 1915 Law. In addition, any proposed amendment to these Articles will become valid and effective only if separately approved by a simple majority of the Ordinary Shares in issue.

Art. 23. Governing Regulation.

All matters not governed by these Articles shall be determined in accordance with the 1915 Law and the 2004 Law.

Art. 24. Definitions.

These definitions form an integral part of the Articles.

Eligible Investors	Pursuant to article 2 of the 2004 Law, either a) professional or institutional investors, b) other investors who confirm in writing that they adhere to the status of well-informed investors and are fully aware of the risks and rewards of this type of investment within the meaning of the 2004 Law and who either invest or are committed to invest a minimum of 125,000 Euro in the Corporation or have been subject to an assessment made by a credit institution within the meaning of Directive 2006/48/EC, by an investment firm within the meaning of Directive 2004/39/EC or by a management company within the meaning of Directive 2001/107/EC certifying such investor's expertise, experience and knowledge in adequately appraising an investment in risk capital or c) a person taking part in the management of the Corporation. Any investor that is a U.S. person must be an "accredited investor" as defined in Rule 501 (a) of Regulation D under the Securities Act and a "qualified purchaser" as defined in the U.S. Investment Company Act
Entry Charge	A charge which may be levied on an investor admitted to the Corporation subsequent to the initial share offering
Interest	An Investor's interest in the Corporation being its rights and obligations in connection with any Ordinary Shares held and its related Undrawn Commitment.
Investor(s)	The investors who have acquired or have committed to acquire Ordinary Shares in accordance with the Subscription Agreement
Manager Share	A share issued by the Corporation that has been subscribed to by the Manager
Ordinary Share	A share issued by the Corporation that has been subscribed to by an Investor
Undrawn Commitment	The total number of Shares that an Investor has committed to acquire in the Subscription Agreement less the number of Shares subscribed and fully paid by such Investor
Shares	The Ordinary Shares and the Manager Shares
Shareholders	The holders of Ordinary Shares and Manager Shares
Subscription Agreement	The agreement the Corporation entered into with each of the Investors in connection with the commitment to subscribe for a certain number of Ordinary Share
U.S. person	Shall have the meaning ascribed in Regulation S, as amended from time to time, of the United States Securities Act of 1933, as amended ("the 1933 Act") or as in any other Regulation or act which shall come into force within the United States of America and which shall in the future replace Regulation S or the 1933 Act
Valuation Day	The last day of each quarter

Expenses

The expenses which shall be borne by the Corporation as a result of its organisation are estimated at approximately EUR 5,000.-.

Subscription and Payment

The subscribers have subscribed for the number of shares and have paid in cash the amounts as mentioned hereinafter:

	Subscribed capital	Paid-in amount	Number of shares
1) Partners Group Management II S.à r.l., prenamed	EUR 30,998	EUR 30,998	30,998 Manager Shares
2) Partners Group Management II S.à r.l., prenamed	EUR 1	EUR 1,000	1 Ordinary Share
3) Partners Group Holding AG, prenamed	EUR 1	EUR 1,000	1 Ordinary Share
TOTAL	EUR 31,000	EUR 32,998	

All the shares have been entirely paid up in cash, so that the amount of THIRTY-TWO THOUSAND NINE HUNDRED AND NINETY-EIGHT EURO (EUR 32,998.-) is as now available to the company, as has been proved to the undersigned notary. The amount of THIRTY-ONE THOUSAND EURO (EUR 31,000.-) is allocated to the share capital and the amount of ONE THOUSAND NINE HUNDRED AND NINETY-EIGHT EURO (EUR 1,998.-) is allocated to the share premium.

Transitional provisions

1. The first accounting year of the Corporation shall begin on the date of its incorporation and end on 31st December 2009.
2. The first annual general meeting of the shareholders of the Corporation will be held in 2010.

Statement

The notary drawing up the present deed declares that the conditions set forth in article 26 of the Luxembourg law of 10 August 1915 on commercial companies have been fulfilled and expressly bears witness to their fulfilment.

General meeting of shareholders

The above named persons representing the entire subscribed capital and considering themselves as validly convened, have immediately proceeded to hold a general meeting of shareholders which resolved as follows:

I. The following company is elected as independent auditor:

PricewaterhouseCoopers S.à r.l., Réviseur d'entreprises, 400, route d'Esch, L-1014 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

The mandate shall lapse on the date of the annual general meeting in 2010.

II. The registered office of the Corporation is fixed at 55, avenue de la Gare, L-1611 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states that on request of the above named person, this deed is worded in English followed by a German translation; at the request of the same appearing person, in case of divergence between the English and the German text, the English version will be prevailing.

Whereof, this notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the date named at the beginning of this deed.

This deed having been read to the appearing person, who is known to the notary by her surname, Christian name, civil status and residence, said appearing person signed together with us, the notary, this original deed.

Es folgt die deutsche Übersetzung des vorangehenden Textes

Im Jahr zweitausendundneun, am achten Tag des Monats Mai.

Vor Maître Henri HELLINCKX, Notar mit Amtssitz in Luxemburg (Großherzogtum Luxemburg).

Sind erschienen:

1. Partners Group Management II S.à r.l., eine nach den Gesetzen Luxemburgs gegründete Gesellschaft mit Sitz in 55, avenue de la Gare, L-1611 Luxemburg, vertreten durch Eva Brauckmann, Volljuristin, geschäftsansässig in Luxemburg, gemäß Vollmachten mit Datum vom 6. Mai 2009; und

2. Partners Group Holding AG, Zugerstrasse 57, CH-6341 Baar-Zug, Schweiz, vertreten durch Eva Brauckmann, vorgeannt, gemäß Vollmacht mit Datum vom 6. Mai 2009.

Die ne varietur von allen erschienenen Parteien und vom unterzeichneten Notar unterschriebenen Vollmachten bilden einen Anhang zu diesem Dokument, das bei dem zuständigen Registeramt hinterlegt wird.

Die erschienenen Personen haben für die von ihnen vertretenen Parteien den Notar gebeten, die Satzung einer société en commandite par actions, die sie gemeinsam begründen, wie folgt festzuhalten (die "Satzung"):

Art. 1. Errichtung. Zwischen den zeichnenden Parteien und all jenen, die Inhaber von später ausgegebenen Aktien werden, besteht eine Gesellschaft in Form einer société en commandite par actions, die als Investmentgesellschaft zur

Anlage in Risikokapital gemäß Gesetz vom 15. Juni 2004, in seiner geänderten Fassung, (das "Gesetz von 2004") qualifiziert, und als "Partners Group Global Infrastructure 2009 S.C.A., SICAR" (die "Gesellschaft") firmiert.

Art. 2. Dauer. Die Gesellschaft wird für eine Dauer bis zum 31. Dezember 2021 errichtet, wobei die Gesellschaft durch Aktionärsbeschluss, der gemäß den Regeln für die Änderung dieser Satzung gefasst wird, vor diesem Datum aufgelöst werden oder um bis zu 3 (drei) zusätzliche Einjahresperioden weitergeführt werden kann.

Art. 3. Zweck.

(a) Der Zweck der Gesellschaft besteht darin, in Partners Group Global Infrastructure 2009, L.P. (der "Fonds") zu investieren, welche Risikokapitalanlagen im Sinne von Artikel 1 des Gesetzes von 2004 tätigt, um ihren Aktionären unter Berücksichtigung der eingegangenen Risiken das Ergebnis der Verwaltung der Vermögenswerte zukommen zu lassen.

(b) Soweit nach dem Gesetz von 2004 zulässig, kann die Gesellschaft alle Maßnahmen und Vorkehrungen treffen, die sie im Hinblick auf die Zweckerfüllung als nützlich erachtet, vorausgesetzt, dass die anderen Vorschriften dieser Satzung eingehalten werden.

(c) Die Gesellschaft kann keine anderen Anlagetätigkeiten vornehmen außer in den Fonds zu investieren bzw. vorübergehende Bankdepots durchzuführen und kurzfristige Kredite in Übereinstimmung mit Artikel 13(c) aufzunehmen.

Art. 4. Gesellschaftssitz. Der Gesellschaftssitz befindet sich in Luxemburg-Stadt, im Großherzogtum Luxemburg. Durch Beschluss des Managers können in Luxemburg Zweigniederlassungen errichtet oder weitere Büros betrieben werden. Sofern und soweit gesetzlich zulässig, kann der Manager beschließen, den Gesellschaftssitz an einen anderen Ort im Großherzogtum Luxemburg zu verlegen.

Art. 5. Aktienkapital.

(a) Das genehmigte Aktienkapital der Gesellschaft beträgt zehn Millionen Euro (EUR 10.000.000) und ist aufgeteilt in:

(i) fünf Millionen (5.000.000) Stammaktien mit einem Nominalwert von einem Euro (EUR 1,-) pro Aktie; und

(ii) fünf Millionen (5.000.000) Manager-Aktien mit einem Nominalwert von einem Euro (EUR 1,-) pro Aktie.

(b) Die Gesellschaft wird mit einem Aktienkapital von mindestens einunddreißigtausend Euro (EUR 31.000) errichtet, eingeteilt in dreißigtausend neunhundertachtundneunzig (30.998) Manager-Aktien und zwei (2) Stammaktien mit einem Nominalwert von einem Euro (EUR 1,-) pro Aktie.

(c) Der Manager kann jedem ordnungsgemäß bevollmächtigten Gesellschaftsorgan oder jeder anderen ordnungsgemäß bevollmächtigten Person die Pflicht auferlegen, Zeichnungen entgegenzunehmen sowie Zahlungen für ausgegebene Aktien auszuführen oder zu empfangen.

(d) Der Manager ist berechtigt, im Rahmen der betraglichen Begrenzung des genehmigten Aktienkapitals Aktien wie folgt auszugeben:

(i) jede Stammaktie wird zu einem Zeichnungspreis von insgesamt eintausend Euro (EUR 1.000) ausgegeben (d.h. Nominalwert von einem Euro (EUR 1,-) zuzüglich Emissionsagio von neunhundertneunundneunzig Euro (EUR 999)); und

(ii) jede Manager-Aktie wird zu einem Zeichnungsbetrag von einem Euro (EUR 1,-) (zuzüglich Emissionsagio zwischen null (0) Euro und einem (1) Euro nach Ermessen des Managers) ausgegeben.

(e) Die Gesamtsumme der von einem Gesellschaftsinvestor an die Gesellschaft getätigten Zahlungen (d.h. Nominalwert und Emissionsagio) werden als "Kapitaleinlagen" bezeichnet.

(f) Der Manager kann im Rahmen des genehmigten Kapitals bis zum fünften Jahrestag der Veröffentlichung der Satzung Aktien ausgeben. Diese Periode kann jedoch durch Aktionärsbeschluss, der gemäß den Regeln des Artikels 103 (und den entsprechenden nachfolgenden Artikeln) sowie des Artikels 67-1 des luxemburgischen Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften, in seiner geänderten Fassung, (das "Gesetz von 1915") gefasst wird, verlängert werden.

(g) Der Manager bestimmt die Zeitpunkte, an denen die Gesellschaft Aktienangebote durchführen kann, um zusätzliche Investoren aufzunehmen (jeweils ein "Aktienangebot"), und kann während eines Zeitraums von achtzehn Monaten nach dem erstmaligen Aktienangebot weitere Aktienangebote durchführen. Der Manager kann bis zum fünften Jahrestag der Veröffentlichung der Satzung vorrangige Aktienbezugsrechte beschränken oder aufheben. Ein gemäß Artikel 103 (und den entsprechenden nachfolgenden Artikeln) sowie Artikel 67-1 des Gesetzes von 1915 gefasster Aktionärsbeschluss kann diesen Zeitraum verlängern.

(h) Der im Namen der Gesellschaft handelnde Manager verfügt über eine umfassende Kompetenz, das Vorgehen bei der Aufnahme von Investoren, bei Kapitalabrufen und bei Zahlungen, die auf Kapitalabrufe folgen, zu regeln.

(i) Das Mindestkapital, wie im Gesetz von 2004 definiert, das innerhalb von zwölf Monaten ab Genehmigung der Gesellschaft als société d'investissement en capital à risque nach Luxemburger Recht erreicht sein muss, beträgt eine Million Euro (EUR 1.000.000) (erhöht durch das bei der Aktienemission eingezahlte Agio).

Art. 6. Der Manager.

(a) Der Komplementär ("associé-gérant-commandité") der Gesellschaft ist Partners Group Management II S.à r.l., eine Gesellschaft, die nach Luxemburger Recht errichtet wurde (der "Manager").

(b) Der Manager haftet Dritten gegenüber unbeschränkt und solidarisch für alle Verbindlichkeiten, die nicht aus den Vermögenswerten der Gesellschaft befriedigt werden können. Der Manager haftet aber nicht mit seinem Vermögen für die Zahlung von (i) Ausschüttungen an Aktionäre oder (ii) die Rückzahlung von Kapitaleinlagen an Aktionäre.

Art. 7. Haftung der Gesellschaftsinvestoren.

(a) Den Gesellschaftsinvestoren ist es untersagt, für die Gesellschaft in irgendeiner Form zu handeln, außer durch Ausübung ihrer Rechte anlässlich von Aktionärsversammlungen.

(b) Gesellschaftsinvestoren haften einzig für folgende Zahlungen an die Gesellschaft: (i) Nominalwert und Emissionsagio der Stammaktien sowie "Nicht-Abgerufene-Zahlungszusagen" (gemäß definiertem Begriff), (ii) Rückzahlung von Ausschüttungen und (iii), falls anwendbar, eine Eintrittsgebühr (gemäß definiertem Begriff).

Art. 8. Aktienregister.

(a) Alle ausgegebenen Aktien der Gesellschaft werden im Aktienregister (das "Aktienregister") geführt. Das Aktienregister enthält den Namen jedes Aktionärs, ihren Wohnsitz, Gesellschaftssitz oder Domizil, die Anzahl und Klasse der gehaltenen Aktien, den für die Aktien einbezahlten Betrag und die Bankverbindung der Aktionäre.

(b) Solange die Gesellschaft keine gegenteiligen Instruktionen bekommen hat, darf sie die aus dem Aktienregister ersichtlichen Angaben als zutreffend und aktuell betrachten und kann insbesondere die darin enthaltenen Anschriften für das Versenden von Mitteilungen und Ankündigungen und die Bankverbindungen für den Zahlungsverkehr benutzen.

(c) Der Manager bestimmt eine Stelle, die für das Führen des Aktienregisters verantwortlich ist.

(d) Die Übertragung von Aktien geschieht durch entsprechende Eintragung der Übertragung im Aktienregister, nachdem die Gesellschaft ein vollständiges Übertragungsformular zusammen mit dem Beweis, dass der Erwerber sämtliche Verpflichtungen in Verbindung mit der Nicht-Abgerufenen-Zahlungszusage, die mit der betreffenden Beteiligung in Verbindung steht, erfüllt hat und jedwedes andere Dokument, das die Gesellschaft verlangt, erhalten hat.

(e) Gesellschaftsinvestoren können voll eingezahlte Stammaktien an Zulässige Investoren (gemäß definiertem Begriff) frei übertragen. Ihre Nicht-Abgerufene-Zahlungszusage (gemäß definiertem Begriff) kann übertragen werden, sofern der Erwerber (i) nach Einschätzung des Managers kreditwürdig ist und (ii) im Einklang mit den Voraussetzungen des Gesetzes von 2004 zulässig ist.

Sofern und solange eine bestimmte Beteiligung Teil des "Sicherungsvermögens" (gemäß Definition in §66 des deutschen Versicherungsaufsichtsgesetzes in seiner jeweils geltenden Fassung) eines deutschen Versicherungsunternehmens oder einer deutschen Pensionskasse oder Teil eines "sonstigen gebundenen Vermögens" (gemäß Definition in §54 Absatz 1 oder §115 des Versicherungsaufsichtsgesetzes in seiner jeweils geltenden Fassung) sind, dürfen solche Beteiligungen ohne die vorherige schriftliche Genehmigung des in Übereinstimmung mit §70 des deutschen Versicherungsaufsichtsgesetzes in seiner jeweils geltenden Fassung berufenen Treuhänders oder seines befugten Stellvertreters nicht veräußert werden.

Ungeachtet des Vorstehenden sind jedoch Beteiligungen, die ein deutsches Versicherungsunternehmen oder eine deutsche Pensionskasse direkt oder indirekt hält und Teil des Sicherungsvermögens sind, frei übertragbar und eine solche Übertragung erfordert keine Genehmigung des Managers, vorausgesetzt der Erwerber ist ein Zulässiger Investor und erfüllt die notwendigen Dokumentationsanforderungen. Mit der Übertragung der Beteiligung, die ein Aktionär, der ein deutsches Versicherungsunternehmen oder eine deutsche Pensionskasse ist, direkt oder indirekt hält, muss der Erwerber alle Verbindlichkeiten und Verpflichtungen hinsichtlich solcher Beteiligungen akzeptieren und dafür allein verantwortlich zeichnen und der Veräußerer soll von den Verbindlichkeiten hinsichtlich der Gesellschaft befreit werden und keine solchen mehr haben.

(f) Aktienbruchteile können bis zur dritten Dezimalstelle ausgegeben werden.

(g) Die Aktien werden nur als Namensaktien ausgegeben.

(h) Die Aktien sind in elektronisch verbuchungsfähiger Form erhältlich. Es werden keine Zertifikate ausgegeben.

Art. 9. Zahlungszusage.

(a) Im Zeichnungsvertrag verpflichten sich die Gesellschaftsinvestoren, eine gewisse Anzahl Stammaktien zu zeichnen (jeweils eine "Zahlungszusage", bzw. wo es der Zusammenhang erfordert, versteht sich die Zahlungszusage als jener Euro-Betrag, der dem Zeichnungspreis aller von der Zahlungszusage erfassten Stammaktien entspricht).

(b) Die Mindestzahlungszusage eines Gesellschaftsinvestors an die Gesellschaft beträgt 5.000 (fünf Tausend) Stammaktien im Gesamtbetrag von 5 Millionen Euro (EUR 5.000.000), wobei sich der Manager das Recht vorbehält, Gesellschaftsinvestoren mit geringeren Zahlungszusagen zuzulassen.

(c) Die von einem Gesellschaftsinvestor gegebene Zahlungszusage ist in Raten zahlbar, indem zusätzliche Aktien der Gesellschaft zu zeichnen sind. Der Manager versendet vor jeder Kapitaleinlage eine Abrufmitteilung an die Gesellschaftsinvestoren mit dem Hinweis auf den für die Einlage an die Gesellschaft erforderlichen Teil ihrer Zahlungszusage und auf die entsprechende Zahl der auszugebenden Aktien. Darauf ist der Geldbetrag in Euro innerhalb von zehn (10) Kalendertagen bar einzuzahlen und die entsprechende Zahl Aktien wird den Gesellschaftsinvestoren anteilig zugeteilt (jeder dieser Abrufvorgänge wird als "Kapitalabruf" bezeichnet).

(d) Kapitalabrufe werden nach Maßgabe des Mittelbedarfs für die Anlagen der Gesellschaft und die Deckung der laufenden Ausgaben im Verhältnis zu den Zahlungszusagen jedes Gesellschaftsinvestors getätigt.

Art. 10. Zulässiger Investor.

(a) Der im Namen der Gesellschaft handelnde Manager kann in eigenem Ermessen den Erwerb und den Besitz von Aktien durch irgendeine Person, Firma oder Körperschaft einschränken oder untersagen.

(b) Nur "Zulässigen Investoren" (gemäß definiertem Begriff) ist es erlaubt, eine Beteiligung an der Gesellschaft zu halten.

(c) Der Manager kann in eigenem Ermessen die Annahme von Anträgen zur Zeichnung einer Beteiligung solange aufschieben, bis ausreichend dokumentiert worden ist, dass der Antragsteller die Voraussetzungen eines Zulässigen Investors erfüllt.

(d) Soweit die Gesellschaft feststellt, dass ein Gesellschaftsinvestor kein Zulässiger Investor ist oder gegen seine Zusicherungen und Gewährleistungen verstößt oder die vom Manager verlangten Zusicherungen und Gewährleistungen nicht abgeben kann, kann der Manager von einem solchen Gesellschaftsinvestor verlangen, alle oder einen Teil seiner Beteiligung nach Maßgabe der nachfolgenden Bestimmungen zu veräußern:

(i) Die Gesellschaft stellt dem Gesellschaftsinvestor eine Anzeige zu (die "Kaufanzeige"), auf der angegeben ist, welche Beteiligung wie oben erwähnt zu erwerben ist, welcher Preis für diese Beteiligung zu bezahlen ist (der "Kaufpreis") und an welchem Ort der Kaufpreis für die betreffende Beteiligung zu entrichten ist. Jede solche Anzeige kann dem jeweiligen Gesellschaftsinvestor per Post in einem für ein Einschreiben frankierten Umschlag an dessen zuletzt bekannte oder im Aktienregister eingetragene Adresse zugestellt werden. Unmittelbar nach Geschäftsschluss an dem in der Kaufanzeige angegebenen Tag verliert der betreffende Gesellschaftsinvestor die Aktionärsstellung in Bezug auf die in der jeweiligen Anzeige angegebene Beteiligung und sein Name wird entsprechend aus dem Aktienregister gelöscht;

(ii) Der Kaufpreis der Beteiligung beträgt 75% des Marktwertes der Beteiligung des Gesellschaftsinvestors, der vom Manager nach Einholung eines oder mehrerer Preisangebot(e) im Markt bestimmt wird;

(iii) Der Kaufpreis wird dem Eigentümer der Beteiligung entrichtet, außer in Zeiten von Devisenbeschränkungen, und wird durch die Gesellschaft bei einer Bank in Luxemburg oder sonstwo (gemäß Angabe in der Kaufanzeige) zwecks Zahlung an den Gesellschaftsinvestor hinterlegt. Nach der zuvor beschriebenen Hinterlegung des Kaufpreises hat die in der Kaufanzeige aufgeführte Person keinerlei weitere Rechte an der Gesellschaft und diesbezüglich keinerlei Anspruch gegenüber der Gesellschaft oder deren Vermögen, mit Ausnahme des Rechts, von dieser Bank den bei ihr hinterlegten Betrag (ohne Verzinsung) zu erhalten.

(e) Die Ausübung der der Gesellschaft aufgrund dieses Artikels 10 erteilten Befugnisse kann keinesfalls dadurch in Frage gestellt oder ungültig erklärt werden, dass der Nachweis über den Aktienbesitz durch irgendeine Person unzureichend gewesen sei oder dass der tatsächliche Aktienbesitz von den der Gesellschaft zum Zeitpunkt der Kaufanzeige bekannten Tatsachen abgewichen sei, vorausgesetzt dass die Gesellschaft die genannten Befugnisse in einem solchen Fall in gutem Glauben ausgeübt hat.

(f) Neben der Haftung nach anwendbarem Recht, hat jeder Gesellschaftsinvestor, der eine Beteiligung hält, ohne die Voraussetzungen eines Zulässigen Investors zu erfüllen, die Gesellschaft, den Manager, die übrigen Gesellschaftsinvestoren und Aktionäre und die Beauftragten der Gesellschaft schadlos zu halten und für alle Schäden, Verluste und Aufwände zu entschädigen, die sich aus einem solchen Halten einer Beteiligung ergeben oder damit zusammenhängen, insofern der betreffende Gesellschaftsinvestor irreführende oder unwahre Dokumentationsunterlagen eingereicht oder irreführende oder unwahre Zusicherungen abgegeben hat, um unrechtmäßig den Status als Zulässiger Investor zu erlangen, oder es versäumt hat, die Gesellschaft über den Verlust dieses Status zu benachrichtigen.

Art. 11. Jahreshauptversammlung.

(a) Die Jahreshauptversammlung der Aktionäre wird in Übereinstimmung mit Luxemburger Recht jeweils am letzten Freitag des Monats Juni um 9.00 Uhr (Luxemburger Zeit) in Luxemburg am Sitz der Gesellschaft oder an einem anderen in der Einladung zur Versammlung angegebenen Ort in Luxemburg durchgeführt, und zwar erstmals zweitausendzehn. Sofern dieser Tag in Luxemburg kein Bankarbeitstag ist, wird die Jahreshauptversammlung der Aktionäre am vorangehenden Bankarbeitstag abgehalten.

(b) Andere Aktionärsversammlungen können an den Orten und zu den Zeitpunkten, wie in der entsprechenden Einladung aufgeführt, abgehalten werden.

Art. 12. Aktionärsversammlungen.

(a) Alle Aktionärsversammlungen werden vom Manager geleitet.

(b) Jede ordnungsgemäß einberufene Aktionärsversammlung stellt die Gesamtheit der Aktionäre dar. Der Aktionärsversammlung kommt die umfassendste Befugnis zu, im Zusammenhang mit der Geschäftstätigkeit der Gesellschaft Anweisungen zu erteilen und Handlungen auszuführen oder zu ratifizieren.

(c) Ein Aktionär kann an jeder Aktionärsversammlung handeln, indem er:

(i) eine andere Person schriftlich zu seinem Bevollmächtigten bestellt oder

(ii) dem Manager eine schriftliche Bescheinigung zukommen lässt, welche die Weisung enthält, wie er sich entschieden hat, bezüglich der verschiedenen Tagesordnungspunkte abzustimmen, sofern die schriftlichen Abstimmungsbescheinigungen, (1) den Nachnamen, Vornamen, die Adresse und Unterschrift des betreffenden Aktionärs, (2) die Angabe der Aktien für die der Aktionär sein Stimmrecht ausübt, (3) die in der Einberufungsmitteilung aufgeführte Tagesordnung und (4) die Abstimmungsweisung (Zustimmung, Ablehnung, Enthaltung) für jeden Tagesordnungspunkt enthält. Die Originale

der Abstimmungsbescheinigungen müssen von der Gesellschaft 24 Stunden vor der betreffenden Aktionärsversammlung empfangen werden.

(d) Bei jeder Aktionärsversammlung kommt jeder Manager-Aktie und jeder Stammaktie eine Stimme zu.

(e) Soweit durch das Gesetz oder die Satzung nicht anders bestimmt, stimmen alle Aktien als Aktien einer Klasse.

(f) Soweit durch das Gesetz oder durch diese Satzung nicht anders bestimmt, benötigen die an einer Aktionärsversammlung gefassten Beschlüsse (ein "Aktionärsbeschluss") die Zustimmung:

(i) einer einfachen Mehrheit der von den anwesenden oder vertretenen Aktionären abgegebenen Stimmen und

(ii) des Managers.

(g) Jeder in einer Aktionärsversammlung gefasste Beschluss, der entscheidet, dass die Gesellschaft nicht länger als Investmentgesellschaft zur Anlage in Risikokapital gemäß Gesetz von 2004 qualifiziert, muss einstimmig von allen Aktionären und vom Manager gefasst werden.

(h) In Fällen, in denen die Kommanditisten (limited partners) des Fonds zu einer Abstimmung verpflichtet oder ermächtigt sind, ist die Angelegenheit den Aktionären zur Genehmigung vorzulegen. Die Genehmigung durch die Gesellschaft liegt vor, sofern eine einfache Mehrheit der abgegebenen Stimmen zustimmt.

(i) Wie nach Luxemburger Recht vorgeschrieben, muss jede Aktionärsversammlung durch den Manager mindestens 8 Tage im Voraus angekündigt werden.

(j) Der Manager ist befugt, alle anderen Voraussetzungen zu bestimmen, die von den Aktionären erfüllt werden müssen, um an einer Aktionärsversammlung teilzunehmen.

(k) Abgegebene Stimmen, wie in dieser Satzung verwendet, beinhalten keine Stimmen betreffend Aktien, für die ein Aktionär nicht an der Abstimmung teilgenommen oder sich enthalten oder eine inhaltslose oder ungültige Stimme abgegeben hat.

Art. 13. Befugnisse des Managers.

(a) Dem Manager kommt die weitestreichende Befugnis zu, alle Handlungen im Zusammenhang mit der Verwaltung und Geschäftsführung der Gesellschaft vorzunehmen und Transaktionen zu prüfen, durchzuführen und zu vollenden. Alle Befugnisse, die nicht durch Gesetz oder Satzung der Jahreshauptversammlung vorbehalten sind, stehen dem Manager zu.

(b) Der Manager bestimmt die Anlagepolitik und die Fremdkapitalpolitik der Gesellschaft, im Rahmen der durch (i) das luxemburgische Recht, (ii) die Aufsichtsbehörden und (iii) diese Satzung gesetzten Grenzen.

(c) Der Manager darf im Namen der Gesellschaft Kredite aufnehmen. Der Manager darf nur zu vorübergehender Liquiditätsbeschaffung (d.h. bis zu sechs Monate), und zu marktüblichen Konditionen Kredite aufnehmen. Die maximale Kreditaufnahme im Namen der Gesellschaft darf 10% des Nettoinventarwerts der Gesellschaft nicht übersteigen.

(d) Der Manager kann Investmentberater und Investmentmanager bestimmen sowie auch Beauftragte für jegliche Management- und Administrationsaufgaben bestellen. Der Manager ist befugt, mit solchen Personen oder Unternehmen Verträge abzuschließen betreffend die Erbringung von Dienstleistungen, die Übertragung von Befugnissen und die Festsetzung der durch die Gesellschaft in diesem Zusammenhang zu tragenden Vergütung.

Art. 14. Ordnungsgemäße Bevollmächtigung. Die Gesellschaft wird durch die Doppelunterschrift von ordnungsgemäß bevollmächtigten Direktoren oder leitenden Angestellten des Managers rechtlich verpflichtet, oder durch Unterschrift von jeglichen anderen Personen auf die der Manager die Bevollmächtigung übertragen hat.

Art. 15. Rechtfertigung & Entschädigung.

(a) Keine "Entschädigungsberechtigte Person" (gemäß untenstehender Definition) ist der Gesellschaft oder den Gesellschaftsinvestoren gegenüber verantwortlich für von ihr vorgenommene oder erlittene Handlungen oder Unterlassungen im begründeten Glauben, dass eine solche Handlung oder Unterlassung im besten Interesse der Gesellschaft ist oder dem nicht zuwiderläuft und im Rahmen der dieser Entschädigungsberechtigten Person erteilten Bevollmächtigung liegt, vorausgesetzt dass solche Handlungen oder Unterlassungen keine grobfahrlässige oder materielle Verletzung der Pflichten der Entschädigungsberechtigten Person gegenüber der Gesellschaft darstellen.

(b) Soweit rechtlich zulässig werden der Manager oder seine mit ihm verbundenen Gesellschaften und alle deren jeweiligen Angestellten, Handlungsbevollmächtigten, Direktoren, Beauftragte, Kontrollpersonen oder Vertreter (jeder eine "Entschädigungsberechtigte Person") von der Gesellschaft entschädigt oder schadlos gehalten im Zusammenhang mit allen Ansprüchen, Verbindlichkeiten, Schäden, Verlusten, Kosten und Auslagen jeder Art (einschließlich der Beträge, die bezahlt werden zur Begleichung von Gerichtsurteilen, oder in Kompromissen und Vergleichen, als Geldbußen und -strafen sowie rechtliche oder andere Kosten und Auslagen für die Ermittlung oder die Abwehr gegen jegliche Klagen oder angebliche Forderungen) egal welcher Natur, bekannt oder unbekannt, beziffert oder unbeziffert (zusammen "Verluste"), die bei einer Entschädigungsberechtigten Person angefallen sind und aus den Angelegenheiten oder Aktivitäten der Gesellschaft entstanden oder damit in Beziehung stehen, einschließlich der Tätigkeit als Direktor einer Zielgesellschaft, oder der Ausübung von Pflichten hierunter oder sonstwie im Zusammenhang mit einer aktuellen oder vergangenen Tätigkeit als Direktor oder Handlungsbevollmächtigter der Gesellschaft; vorausgesetzt dass eine Entschädigungsberechtigte Person nicht zu einer Entschädigung hierunter berechtigt ist, sofern ein zuständiges Gericht oder eine zuständige staatliche Behörde feststellt, dass sich solche Verluste direkt aus dem grobfahrlässigen oder vorsätzlichen Fehlverhalten oder einer Verletzung einer materiellen Bestimmung der Satzung durch die Entschädigungsberechtigte Person ergeben, jedoch lebt

das Recht auf Entschädigung im Falle der Aufhebung einer solchen gerichtlichen oder behördlichen Feststellung (Verluste im hier verstandenen Sinne sollen auch alle bei der Entschädigungsberechtigten Person im Zusammenhang mit dem Erlangen der Aufhebung einer solchen Feststellung angefallenen Kosten und Auslagen einschließen) wieder auf.

(c) Das Recht der Entschädigungsberechtigten Person auf eine Entschädigung nach dieser Bestimmung ist kumulativ im Verhältnis zu und zusätzlich zu jeglichen Rechten, die ihr sonstwie vertraglich oder von Rechts wegen zustehen und erstreckt sich auf die Erben, Rechtsnachfolger und Rechtsvertreter der Entschädigungsberechtigten Person.

(d) Eine Entschädigungsberechtigte Person ist gehalten, zuerst zu versuchen, eine Entschädigungsleistung aus irgendeiner anderen Haftungsvereinbarung oder Versicherungspolice, nach der die Entschädigungsberechtigte Person entschädigt beziehungsweise versichert ist, zu erlangen. Dies gilt jedoch nur soweit die entschädigungspflichtige Person in Bezug auf die Haftungsvereinbarung oder die Versicherungsgesellschaft in Bezug auf die Versicherungspolice eine solche Entschädigung oder Versicherungsleistung rechtzeitig leistet (oder ihre entsprechende Verpflichtung anerkennt). Im Falle dass eine Entschädigungsberechtigte Person gemäß diesem Artikel 15 entschädigt worden ist und daraufhin in Bezug auf denselben Gegenstand von einer solchen entschädigungspflichtigen Person beziehungsweise Versicherungsgesellschaft eine Entschädigungsleistung bezieht, ist sie verpflichtet, den so bezogenen Betrag zwecks Verrechnung der Gesellschaft zu überweisen nach Abzug aller bei der Beschaffung der Rückerstattung angefallenen Kosten und Auslagen sowie aller darauf erhobenen Steuern. Bevor die Entschädigungsberechtigte Person in einen Kompromiss oder einen Vergleich einwilligt, der für die Gesellschaft eine Entschädigungspflicht gegenüber der Entschädigungsberechtigten Person zur Folge hat, muss sie beim Manager jeweils eine schriftliche Genehmigung einholen.

Art. 16. Einlage- und Rückeinlagepflichten.

(a) Um Entschädigungs- oder andere Pflichten der Gesellschaft erfüllen zu können, kann die Gesellschaft Gesellschaftsinvestoren verpflichten, (i) Kapitaleinlagen zu leisten, und/oder (ii) Rückeinlagen in Höhe der bisher an diese entrichteten Ausschüttungen zu leisten.

(b) Die obengenannten Einlage- und Rückeinlagepflichten bleiben bis zur Liquidation der Gesellschaft bestehen. Die Gesellschaft kann Vorkehrungen treffen, um nach der Liquidation der Gesellschaft Entschädigungs- oder andere Pflichten der Gesellschaft erfüllen zu können.

Art. 17. Rücknahme von Aktien und vertragsbrüchige Gesellschaftsinvestoren.

(a) Es erfolgt grundsätzlich keine Rücknahme von Aktien.

(b) Falls zu irgendeiner Zeit:

(i) eine von einem Gesellschaftsinvestor gegenüber der Gesellschaft abgegebene Zusicherung in Bezug auf den Erwerb von Stammaktien durch diesen vom Manager in irgendeiner Weise als unwahr oder unrichtig befunden wird; oder

(ii) ein Gesellschaftsinvestor seine Pflichten gegenüber der Gesellschaft nicht erfüllt und er insbesondere zugesagt hat, weitere Stammaktien zu zeichnen und dieser Zusage, innerhalb des vorgegebenen Zeitrahmens weitere Kapitaleinlagen zu leisten, nicht nachkommt,

ist der Manager befugt, sofern die oben aufgeführten Verstöße nicht innerhalb einer vom Manager zu bestimmenden angemessenen Frist geheilt wurden, (A) die mit einem Teil oder allen vom vertragsbrüchigen Gesellschaftsinvestor bislang gezeichneten und einbezahlten Stammaktien verknüpften Vermögensrechte zeitweilig aufzuschieben oder zu beenden, oder (B) den Verkauf und die Übertragung der vom vertragsbrüchigen Gesellschaftsinvestor gehaltenen Beteiligung auf einen neuen Investor zu veranlassen, zu einem Betrag, der dem in Artikel 10 beschriebenen Kaufpreis entspricht oder (C) die Zahlungszusage des vertragsbrüchigen Gesellschaftsinvestors zu reduzieren oder (D) die vorgenannten Möglichkeiten zu kombinieren oder solch andere Maßnahmen zu ergreifen, die er für angemessen hält.

(c) Jeder Gesellschaftsinvestor erkennt ausdrücklich die strengen Folgen eines Vertragsbruchs an, die das den Fonds errichtende "Limited Partnership Agreement" vorsieht, dass er im Vertrauen auf sein Einverständnis mit dieser Satzung als Gesellschaftsinvestor angenommen wurde und dass für den Fall, dass ein Gesellschaftsinvestor seinen Pflichten aus Artikel 17(b)(ii) nicht nachkommt, der Manager keine andere Wahl haben könnte als die Vermögensrechte in Bezug auf seine Stammaktien zu beenden, insbesondere wenn aufgrund des Verstoßes des Gesellschaftsinvestors der "General Partner" des Fonds die betroffene anteilige Beteiligung am Fonds gemäß den einschlägigen Bestimmungen des "Limited Partnership Agreements" des Fonds beendet.

Art. 18. Nettoinventarwert der Aktien.

(a) Der Nettoinventarwert jeder Aktienklasse der Gesellschaft (der "Nettoinventarwert") wird an jedem Bewertungstag (gemäß definiertem Begriff) in Übereinstimmung mit diesem Artikel 18 bestimmt.

(b) Der Nettoinventarwert wird als Betrag pro Aktie angegeben und folgendermaßen ermittelt, indem:

(i) zuerst der Wert der Aktiva abzüglich Passiva der Gesellschaft bestimmt wird (unter Berücksichtigung von Anpassungen, die die Gesellschaft als notwendig oder sinnvoll erachtet);

(ii) zweitens der Anteil an Aktiva und Passiva den verschiedenen Aktienklassen im Verhältnis zu den von den Aktienklassen insgesamt geleisteten Kapitaleinlagen zugeordnet wird. Nötigenfalls sind hierzu Anpassungen vorzunehmen, um zusätzliche Vergütungen und Ausschüttungen, die im Zusammenhang mit einer bestimmten Aktienklasse stehen, zu berücksichtigen; und

(iii) schließlich die gesamten einer bestimmten Aktienklasse zugeordneten Aktiva und Passiva durch die Anzahl aller Aktien der betreffenden Aktienklasse am jeweiligen Bewertungstag geteilt werden.

(c) Die Bewertung der Aktiva und Passiva der Gesellschaft wird in Übereinstimmung mit allgemein anerkannten Bewertungsgrundsätzen und unter Einhaltung von Artikel 5 (3) des Gesetzes von 2004 vorgenommen:

(i) flüssige Vermögenswerte werden zu deren Nominalwert zuzüglich aufgelaufener Zinsen bewertet;

(ii) Investments in Zielfonds werden gemäß aktuellem Bewertungsbericht des General Partners des Zielfonds bewertet unter Berücksichtigung der zwischenzeitlich erfolgten Nettokapitalveränderungen; und

(iii) andere Investments und andere Vermögen und Vermögenswerte der Gesellschaft werden gemäß den Bewertungsgrundsätzen der "European Venture Capital Association" bewertet.

(d) Falls der Manager der Ansicht ist, dass eine andere Bewertungsmethode den Wert der Vermögenswerte angemessener wiedergibt, können auch andere geeignete Bewertungsmethoden angewendet werden, falls die Umstände und Marktverhältnisse dies erfordern. Solche geeigneten Bewertungsmethoden müssen dann kohärent angewendet werden. Bewertungsmethoden werden auf konstanter Basis angewendet.

(e) Die verschiedenen Aktienklassen können unterschiedliche Höhen von Vergütungen und Kosten aufweisen und zu verschiedenen Ausschüttungen berechtigt sein. Solche Faktoren werden bei der Ermittlung des Nettoinventarwertes der jeweiligen Aktienklasse berücksichtigt.

(f) Der Nettoinventarwert der jeweiligen Aktienklasse wird den Aktionären nach dem betreffenden Bewertungstag innerhalb einer in den Verkaufsdokumenten der Gesellschaft angegebenen Zeitspanne am Sitz der Gesellschaft zugänglich gemacht.

(g) Die Ermittlung des Nettoinventarwertes kann jederzeit vorübergehend aufgehoben werden, sofern nach angemessener Ansicht des Managers eine faire Bewertung der Vermögenswerte der Gesellschaft aus Gründen, die außerhalb des Einflussbereiches der Gesellschaft liegen, nicht durchführbar ist.

Art. 19. Rechnungslegungsjahr und Rechnungsprüfer.

(a) Das Rechnungslegungsjahr der Gesellschaft beginnt am 1. Januar und endet am 31. Dezember desselben Jahres, mit Ausnahme des Rechnungslegungsjahres das am Zeitpunkt der Gesellschaftsgründung beginnt und am 31. Dezember 2009 endet.

(b) Die Jahreshauptversammlung bestimmt einen unabhängigen Rechnungsprüfer.

Art. 20. Ausschüttungen.

(a) Auf Vorschlag des Managers legt die Jahreshauptversammlung innerhalb der gesetzlichen Vorgaben und in Bezug auf jede Aktienklasse fest, wie das einer jeweiligen Aktienklasse zugeordnete Ergebnis gemäß den Bestimmungen der Satzung ausgeschüttet wird.

(b) Interimsdividenden können für Aktien jeder Aktienklasse auf Entscheid des Managers ausgezahlt werden.

(c) Der Manager beachtet die folgenden Ausschüttungsgrundsätze:

(i) Verteilbare Erträge, die aus Anlagen stammen, werden umgehend vom Manager ausgeschüttet. Der Manager kann jedoch angemessene Beträge zurückhalten, die benötigt werden, um Ausgaben und andere Verpflichtungen der Gesellschaft zu begleichen beziehungsweise um Rücklagen für deren Zahlung zu bilden, einschließlich der Bezahlung von Managerbezügen oder für Reinvestitionen; und

(ii) Es besteht die Möglichkeit, dass die Gesellschaft von den Anlagen der Gesellschaft Erträge in Form von marktgängigen Wertpapieren erhält. Der Manager wird bemüht sein, solche Wertpapiere zu verkaufen und den Nettoerlös auszuschütten. Der Manager wird bemüht sein, die marktgängigen Wertpapiere umgehend zu verkaufen. Die Gesellschaftsinvestoren tragen alle damit verbundenen Marktrisiken und Kosten, die während des Veräußerungsvorganges entstehen.

(d) Aus dem Fonds resultierende Erträge werden an die Aktionäre in jedem Fall im Verhältnis ihrer Kapitaleinlage ausgeschüttet.

Art. 21. Liquidation.

(a) Im Falle der Auflösung der Gesellschaft wird eine Liquidation durch einen oder mehrere Liquidatoren (die entweder natürliche oder juristische Personen sein können) durchgeführt. Die Liquidatoren sowie deren Befugnisse und Entschädigung werden anlässlich der Aktionärsversammlung, an der die Auflösung der Gesellschaft beschlossen wird, eingesetzt.

(b) Die Nettoerlöse aus der Liquidation werden durch die Liquidatoren an die Inhaber von Stammaktien und Manager-Aktien gemäß den in Artikel 20 aufgeführten Regeln ausgeschüttet.

(c) Die Nettoerlöse können in Form von Sachleistungen ausgeschüttet werden.

Art. 22. Änderung der Satzung. Die Satzung kann von Zeit zu Zeit durch gemäß den Bestimmungen des Artikels 103 (und den entsprechenden nachfolgenden Artikeln) sowie Artikel 67-1 des Gesetzes von 1915 zu fassenden Aktionärsbeschluss geändert werden. Des Weiteren wird jede vorgeschlagene Änderung dieser Satzung erst gültig und wirksam, wenn sie gesondert von der einfachen Mehrheit der ausgegebenen Stammaktien genehmigt wird.

Art. 23. Anwendbares Recht. Sachverhalte, die durch die Satzung nicht geregelt sind, sind in Übereinstimmung mit dem Gesetz von 1915 sowie das Gesetz von 2004 festzulegen.

Art. 24. Definitionen. Die folgenden Definitionen bilden einen integralen Bestandteil der Satzung.

Aktien	Die Stammaktien und die Manager-Aktien.
Aktionäre	Die Inhaber von Stammaktien und Manager-Aktien.
Beteiligung	Die Beteiligung eines Gesellschaftsinvestors an der Gesellschaft, die seine Rechte und Pflichten in Verbindung mit den von ihm gehaltenen Stammaktien und seiner damit in Zusammenhang stehenden Nicht-Abgerufene-Zahlungszusage beinhaltet.
Bewertungstag	Der letzte Tag jedes Quartals.
Gesellschaftsinvestor(en)	Personen, die aufgrund des Zeichnungsvertrags Stammaktien erworben beziehungsweise sich zum Erwerb von Stammaktien verpflichtet haben.
Eintrittsgebühr	Eine Gebühr, die bei einem Investor erhoben werden kann, der von der Gesellschaft nach der erstmaligen Ausgabe von Aktien zugelassen wird.
Manager-Aktie	Eine Aktie, die von der Gesellschaft ausgegeben und vom Manager gezeichnet worden ist.
Nicht-Abgerufene-Zahlungszusage	Die gesamte Anzahl der Aktien, deren Erwerb ein Gesellschaftsinvestor im Rahmen des Zeichnungsvertrages zugesagt hat, abzüglich der Anzahl der Aktien, die dieser Gesellschaftsinvestor bereits gezeichnet und vollständig eingezahlt hat.
Stammaktien	Eine Aktie, die von der Gesellschaft ausgegeben und von einem Gesellschaftsinvestor gezeichnet worden ist.
U.S. Person	Die Bedeutung des Begriffes "U.S. person" ist die, welche in "Regulation S", gemäß revidierter Fassung, des "United States Securities Act of 1933", gemäß revidierter Fassung (der "1933 Act") definiert ist, oder in einer anderen Gesetzgebung welche in den Vereinigten Staaten von Amerika anwendbar wird und welche in der Zukunft "Regulation S" oder den "1933 Act" ersetzen wird, definiert ist.
Zeichnungsvertrag	Der Vertrag, den die Gesellschaft mit jedem einzelnen Gesellschaftsinvestor in Verbindung mit der Zusage der Zeichnung einer bestimmten Anzahl an Stammaktien geschlossen hat.
Zulässiger Investor	Gemäß Artikel 2 des Gesetzes von 2004 entweder a) ein professioneller oder institutioneller Investor, b) andere Investoren, die schriftlich bestätigen, dass sie den Status eines sachkundigen Anlegers erfüllen und sich der Risiken und Renditen einer solchen Anlage gemäß dem Gesetz von 2004 vollständig bewusst sind und entweder mindestens 125.000 Euro in die Gesellschaft investieren oder sich verpflichtet haben zu investieren oder einer Untersuchung durch ein Kreditinstitut im Sinne der Richtlinie 2006/48/EG, durch eine Wertpapierfirma im Sinne der Richtlinie 2004/39/EG oder durch eine Verwaltungsgesellschaft im Sinne der Richtlinie 2001/107/EG unterzogen wurden, die dem Investor genügend Sachverstand, Erfahrung und Wissen, um eine Anlage in Risikokapital abschätzen zu können, bescheinigt oder c) eine Person, die bei der Geschäftsleitung der Gesellschaft mitwirkt. Investoren, die jeweils als "U.S. person" gelten, müssen "accredited investors" gemäß Rule 501(a) der Regulation D im Securities Act und "qualified purchasers" gemäß U.S. Investment Company Act sein.

Kosten

Die Kosten welche von der Gesellschaft im Rahmen ihrer Gründung zu tragen sind, belaufen sich auf circa EUR 5.000,-.

Zeichnung und Zahlung

Die Zeichner haben die folgende Anzahl an Aktien gezeichnet und die folgenden Beträge eingezahlt:

	Gezeichnetes Kapital	Eingezahlter Betrag	Anzahl der Aktien
1) Partners Group Management II, S.à r.l., vorgenannt	30.998 EUR	30.998 EUR	30.998 Manager-Aktien
2) Partners Group Management II, S.à r.l., vorgenannt	1 EUR	1.000 EUR	1 Stammaktie
3) Partners Group Holding AG, vorgenannt	1 EUR	1.000 EUR	1 Stammaktie
Total	31.000 EUR	32.998 EUR	

Sämtliche Aktien wurden voll in bar eingezahlt, so dass die Summe von ZWEIUNDREIßIG TAUSEND NEUNHUNDERTACHTUNDNEUNZIG EURO (EUR 32.998,-), wovon EINUNDREIßIGTAUSEND TAUSEND EURO (EUR 31.000,-) dem Gesellschaftskapital und EIN TAUSEND NEUNHUNDERTACHTUNDNEUNZIG EURO (EUR 1.998,-)

dem Emissionsagio zugewiesen werden, der Gesellschaft ab sofort zur freien Verfügung steht, wie dies dem amtierenden Notar nachgewiesen wurde.

Übergangsvorschriften

1. Das erste Rechnungslegungsjahr der Gesellschaft beginnt am Tag ihrer Gründung und endet am 31. Dezember 2009.
2. Die erste Jahreshauptversammlung der Aktionäre der Gesellschaft wird 2010 abgehalten werden.

Erklärung

Der amtierende Notar erklärt, dass die in Artikel 26 des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften vorgesehenen Bedingungen erfüllt sind und bescheinigt dies ausdrücklich.

Gründungsversammlung der Aktionäre

Die oben genannten Personen, stellvertretend für das gesamte gezeichnete Kapital und sich als gültig versammelt erachtend, sind umgehend dazu übergegangen, eine Aktionärsversammlung abzuhalten.

I. Zum unabhängigen Wirtschaftsprüfer ist ernannt:

PricewaterhouseCoopers S.à r.l., 400, route d'Esch, L-1471 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg.

Das Mandat endet am Tag der Jahreshauptversammlung in 2010.

II. Der Gesellschaftssitz wird auf 55, avenue de la Gare, L-1611 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, festgelegt.

Der unterzeichnete Notar, der Englisch versteht und spricht, erklärt hiermit, dass auf Wunsch der oben erschienenen Person die vorliegende Urkunde in Englisch abgefasst worden ist, gefolgt von einer deutschen Übersetzung; auf Wunsch derselben erschienenen Person soll, im Falle eines Abweichens des englischen und deutschen Textes, die englische Version maßgebend sein.

Worüber vorliegende Urkunde, in Luxemburg an dem zu Beginn dieses Dokumentes aufgeführten Tag, ausgestellt wurde.

Die Urkunde wurde der erschienenen Person vorgelesen, die dem Notar mit Nachnamen, Vornamen, Zivilstand und Wohnort bekannt ist, die erschienene Person unterzeichnete zusammen mit uns, dem Notar, die vorliegende Original-Urkunde.

Gezeichnet: E. BRAUCKMANN - H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 18 mai 2009. Relation: LAC/2009/19252. Reçu soixante-quinze euros 75,00 EUR.

Le Receveur (signé): Francis SANDT.

FÜR GLEICHLAUTENDE ABLICHTUNG, zum Zwecke der Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations erteilt.

Luxemburg, den sechszwanzigsten Mai zweitausendneun.

Henri HELLINCKX.

Référence de publication: 2009062856/242/851.

(090076411) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mai 2009.

De Agostini Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1661 Luxembourg, 9-11, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 111.253.

In the year two thousand and nine, on the eighteenth of May,

Before Us, Maître Francis Kessler, notary public residing in Esch-sur-Alzette, Grand-Duchy of Luxembourg,

was held an extraordinary general meeting of the shareholders of De Agostini Invest S.A., a public limited liability company (société anonyme) incorporated and organized under the laws of Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 9-11, Grand - Rue, L-1661 Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies ("Registre de Commerce et des Sociétés") under number B 111.253 and incorporated pursuant to a deed drawn up by Maître Joseph Elvinger, notary public residing in Luxembourg, on 13 October 2005 and published on 27 January 2006 in the "Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations", number 197, page 9430, (hereafter referred to as the "Company").

The articles of association of the Company have been modified several times and for the last time pursuant to a deed drawn up by the undersigned notary on 27 April 2009 and in the process to be published in the "Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, (the "Articles").

The meeting was presided by Mr. Giovanni Chiacchio, lawyer, residing professionally in Luxembourg, who appointed as secretary Mr. Emile De Demo, private employee, residing professionally in Luxembourg. The meeting also elected Ms. Marta Rotino, lawyer, residing professionally in Italy, as scrutineer.

The chairman declared and requested the notary to state that:

- The shareholders of the Company present or represented and the number of shares held by them are shown on an attendance list signed ne varietur by the shareholders present and/or the proxies of the represented shareholders, the board of the meeting and the undersigned notary. The said list will be attached to this document to be filed with the registration authorities.

- As it appears from said attendance list, all the eight million (8,000,000) shares in issue are represented at the present general meeting and the shareholders declare that they consider themselves duly convened and that they had prior knowledge of the agenda so that the meeting can validly decide on all items of the agenda.

The agenda of the meeting is as follows:

1. Transfer of the registered office and place of effective management and central administration of the Company to 15, Via G. da Verrazano, Novara, Italy and adoption of the Italian nationality by the Company;
2. Modification of the Company's name from "De Agostini Invest S.A." to "DeA Partecipazioni S.p.A." and complete restatement of the Articles so as to conform them to Italian law;
3. Approval of the Company's interim accounts as at 18 May 2009 prepared in accordance with the Italian law (the "Interim Accounts");
4. Acceptance of the resignation of the members of the Company's board of directors and statutory auditor;
5. Discharge to the members of the board of directors and to the statutory auditor;
6. Appointment of a new board of directors and new statutory auditor in conformity with the Italian law;
7. Authorised signatories;
8. Appointment of a representative in compliance with paragraph 89 of the general tax law; and
9. Miscellaneous.

Statement

The chairman declares that the Company intends to transfer its registered office, the place of its effective management and its central administration to Italy. The purpose of this extraordinary general shareholders' meeting is to decide on the transfer of the registered office, the place of the effective management and the central administration of the Company from the Grand Duchy of Luxembourg to Italy, and in particular to 15, Via G. da Verrazano, Novara, in the conditions provided for by the Luxembourg law, without dissolution of the Company's legal personality. Further it is necessary to adjust the Articles to the law of the country of the new registered office.

The extraordinary general shareholders' meeting, composed of all the Company's shareholders and validly constituted, approves the chairman's statement.

After review of all the items of the agenda and after deliberation, the Shareholders decide by unanimous and separate vote to adopt the following resolutions:

First resolution

The Shareholders unanimously decide to (i) transfer the registered office, the principal establishment, the central administration and the place of effective management of the Company, with effect date as of today, from the Grand Duchy of Luxembourg to Italy, and in particular to 15, Via G. da Verrazano, Novara and (ii) to make the Company adopt the Italian nationality. The change of nationality and the transfer of the registered office shall not be considered from a legal nor tax point of view as the incorporation of a new legal person. The Company will henceforth, according to the law dated 10 August 1915 on commercial companies as amended (the "Law"), be subject to the Italian laws and regulation without prior liquidation.

The Company will be crossed out from the Luxembourg Register of Commerce and Companies ("Registre de Commerce et des Sociétés") at receipt by the notary of an extract certifying the Company's registration with the Companies' Register of Novara.

The Shareholders note that the Company did not issue any bonds. Thus no bondholders' approval is required with regards to the considered transfer of registered office and change of nationality.

The Shareholders further note that the Company did not issue non-voting shares.

Second resolution

The Shareholders unanimously resolve to modify the Company's name from "De Agostini Invest S.A." to "DeA Partecipazioni S.p.A." and amend and completely restate the Articles so as to conform them to Italian law. A copy of the amended and restated Articles in Italian language (the "Amended and Restated Articles"), as approved by the Shareholders, is attached to this deed. It is understood that the formalities as provided for by Italian law for the adoption of the Amended and Restated Articles will have to be carried out in Italy.

Third resolution

The Shareholders unanimously resolve to approve the Interim Accounts, a copy of which will remain attached to this deed.

Fourth resolution

The Shareholders unanimously resolve to accept the resignation of the members of the Company's board of directors and the statutory auditor.

Fifth resolution

The Shareholders unanimously decide to grant discharge to the members of the Company's board of directors and the statutory auditor for the services rendered until this day.

Sixth resolution

The Shareholders unanimously decide to appoint, in conformity with the Italian law, the following persons as directors of the Company and whose mandate will expire on the ordinary general shareholders' meeting approving the annual accounts as at December 31, 2011:

- Mr. Roberto Drago, born in Novara on 03/01/1951 (fiscal code DRG RRT 51A03 F952L), with professional address at 15, Via G. da Verrazano, Novara;

- Mr. Marco Boroli, born in Novara on 25/08/1947 (fiscal code BRL MRC 47M25 F952Y), with professional address at 15, Via G. da Verrazano, Novara; and

- Mr. Paolo Ceretti, born in Torino on 21/2/1955 (fiscal code CRT PLA 55B21 L219J), with professional address at 15, Via G. da Verrazano, Novara.

Mr. Roberto Drago is appointed by the Shareholders as chairman of the board of directors.

The Shareholders further decide to appoint a board of statutory auditors (Collegio sindacale) which will be in charge of the accounting control (Controllo Contabile) of the Company and which will be composed of three (3) permanent members (sindaci effettivi) and two (2) substitute members (sindaci supplenti).

a) Are appointed as permanent members (sindaci effettivi) of the board of statutory auditors (Collegio sindacale) the following persons:

- Mr. Angelo Gaviani, born in Novara on 07/09/1946 (fiscal code GVN NGL 46P07 F952K), with professional address at 9, Via Giulietti, Novara;

- Mr. Gian Piero Balducci, born in Torino on 18/12/1961 (fiscal code BLD GPR 61T18 L219C), with professional address at 19, Via De Sonnaz, Torino; and

- Mr. Roberto Santagostino, born in Casale Monferrato (AL) on 07/01/1962 (fiscal code SNT RRT 62A07 B885D), with professional address at 29, Corso Cavallotti, Novara.

b) Are appointed as substitute members (sindaci supplenti) of the board of statutory auditors (Collegio sindacale) the following persons:

- Mr. Giulio Gasloli, born in Cuggiono (MI) on 17/01/1962 (fiscal code GSL GLI 62A17 D198S), with professional address 9, Via Giulietti, Novara; and

- Ms. Patrizia Cornale, born in Arona (NO) on 30/09/1964 (fiscal code CRN PRZ 64P70 A429W), with professional address at 29, Corso Cavallotti, Novara.

Mr. Angelo Gaviani is appointed by the Shareholders as chairman of the board of statutory auditors (Collegio sindacale).

The fees of the board of statutory auditors (Collegio sindacale), whose mandate will expire on the ordinary general shareholders' meeting approving the annual accounts as at December 31, 2011, are set at ten thousand euros (EUR 10,000) a year for the chairman and five thousand euros (EUR 5,000) a year for the other permanent members.

Seventh resolution

The Shareholders unanimously decide to constitute and appoint Mr. Marcello Marzo, with professional address at 15, Via G. da Verrazano, Novara, Ms. Marta Rotino, with professional address at 15, Via G. da Verrazano, Novara and Mr. Giovanni Chiacchio, with professional address at 9-11, Grand-Rue, L-1661 Luxembourg and any newly appointed director as special attorney, each of them acting individually and not jointly, with full power of substitution, to (i) modify the Amended and Restated Articles as well as the registered office transfer deed if so and as requested by the Italian authorities for the registration of the Company with the Italian Companies' Register and (ii) do, execute and perform all and each act or thing necessary for, or incidental to, give effect to the resolutions taken during this meeting.

Eighth resolution

The Shareholders unanimously decide, in compliance with paragraph 89 of the general tax law, to appoint Mr. Emile De Demo, with professional address at 9-11, Grand-Rue, L-1661 Luxembourg, in order to receive any notification issued by the Luxembourg tax authorities and addressed to the Company.

Ninth resolution

The Shareholders unanimously resolve to submit all the resolutions taken above to the condition precedent (condition suspensive) of the transfer of the Company's registered office to Italy and the registration of the Company with the Italian Companies' Register.

Declaration

The Shareholders declare that the registration duties due to the Luxembourg tax authorities have duly been paid by the Company. From a legal and tax point of view the transfer of the Company's registered office and the change of nationality shall not be considered as the incorporation of a new legal person.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing parties, the present deed is worded in English followed by a French version. On request of the same appearing persons and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will be prevailing.

There being no further business the Chairman declared the meeting closed.

Estimate of costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company are estimated at approximately one thousand five hundred euro (€ 1,500.-).

WHEREOF, the present deed was drawn up in Esch-sur-Alzette (Grand Duchy of Luxembourg) on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to proxy holder of the persons appearing, the latter signed together with Us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction en langue française du texte qui précède:

L'an deux mille neuf, le dix-huit mai,

Par devant Maître Francis Kessler, notaire de résidence à Esch/Alzette, Grand-Duché de Luxembourg, soussigné;

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de De Agostini Invest S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 9-11, Grand-Rue, L-1661 Luxembourg, inscrite auprès du Registre du Commerce et des Sociétés à Luxembourg Section B, numéro 111.253 et constituée en vertu d'un acte reçu par Me Joseph Elvinger, notaire à Luxembourg, le 13 octobre 2005 et publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations sous le numéro 197 du 27 janvier 2006, page 9430 (dénommée ci-après la "Société").

Les statuts de la Société ont été modifiés à plusieurs reprises et pour la dernière fois suivant acte reçu par le notaire instrumentant, le 27 avril 2009 en cours de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, (les "Statuts").

L'assemblée est présidée par M. Giovanni Chiacchio, juriste, avec adresse professionnelle à Luxembourg, lequel désigne comme secrétaire M. Emile De Demo, employé privé, avec adresse professionnelle à Luxembourg. L'assemblée choisit également comme scrutateur, Mlle. Marta Rotino, juriste, avec adresse professionnelle en Italie.

Le bureau de l'assemblée ainsi constitué, le président déclare et prie le notaire instrumentant d'acter:

- Que les actionnaires présents ou représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence signée ne varietur par les actionnaires présents et/ou les mandataires des actionnaires représentés, les membres du bureau et le notaire instrumentant. Cette liste de présence restera annexée au présent acte avec lequel elle sera enregistrée.

- Qu'il résulte de la liste de présence ci-annexée que les huit millions (8.000.000) d'actions représentant l'intégralité du capital social de la Société sont représentées à la présente assemblée et que les actionnaires considèrent avoir été dûment convoqués et qu'ils ont eu connaissance préalable de l'ordre du jour de sorte que l'assemblée peut valablement délibérer sur les points portés à l'ordre du jour.

La présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour:

1. Transfert du siège social, de la direction effective et de l'administration centrale de la Société vers 15, Via G. da Verrazano, Novara, Italy et adoption par la Société de la nationalité italienne;

2. Modification de la dénomination de la Société de "De Agostini Invest S.A." en "DeA Partecipazioni S.p.A." et refonte complète des Statuts afin de les rendre conformes à la législation italienne;

3. Approbation d'un état comptable intérimaire de la Société au 18 mai 2009 préparé conformément à la législation italienne (les "Comptes Intérimaires");

4. Acceptation de la démission des membres du conseil d'administration de la Société et du commissaire;

5. Décharge aux membres du conseil d'administration de la Société et au commissaire;

6. Nomination d'un nouveau conseil d'administration et commissaire conformément à la législation italienne;

7. Délégation de pouvoirs;

8. Désignation d'un représentant conformément au paragraphe 89 de la Loi Générale sur les Impôts; et

9. Divers.

Exposé

Le Président déclare que la Société entend transférer son siège social statutaire, son siège de direction effective et son administration centrale en Italie.

La présente Assemblée a pour objet de décider le transfert du siège statutaire, de la direction effective et de l'administration centrale de la Société du Grand-Duché de Luxembourg vers l'Italie, et plus spécialement à 15, Via G. da Verrazano, Novara dans les formes et conditions prévues par la loi luxembourgeoise, sans rupture de la personnalité juridique. De plus il est nécessaire d'ajuster les Statuts à la loi du nouveau pays du siège social.

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires, composée de tous les actionnaires, après s'être considérée comme régulièrement constituée, approuve l'exposé du Président.

Après l'examen des différents points à l'ordre du jour, et après délibération, par vote unanime et séparé pour chacune des résolutions ci-après, les Actionnaires décident d'adopter les résolutions qui suivent:

Première résolution

Les Actionnaires décident à l'unanimité de (i) transférer le siège social de la Société, le principal établissement, l'administration centrale et le siège de la direction effective de la Société, avec effet à la date de ce jour, du Grand Duché de Luxembourg vers l'Italie, et en particulier à 15, Via G. da Verrazano, Novara, et de (ii) de faire adopter par la Société la nationalité italienne. Le changement de nationalité et le transfert du siège social ne doivent pas être considérés d'un point de vue légal ou fiscal comme la constitution d'une nouvelle personne juridique. La Société sera dès lors, conformément à la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la "Loi"), soumise à la législation italienne sans liquidation préalable.

La Société sera radiée du Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg à la réception par le notaire d'un extrait attestant l'immatriculation de la Société auprès du Registre des Sociétés de Novara.

L'Assemblée constate qu'aucun emprunt obligataire n'a été émis par la Société. Dès lors aucun accord des obligataires n'est requis en rapport avec le transfert du siège social et le changement de nationalité envisagés.

L'Assemblée constate en outre qu'aucune action sans droit de vote n'a été émise par la Société.

Deuxième résolution

Les Actionnaires décident à l'unanimité de modifier la dénomination sociale de la Société de "De Agostini Invest S.A." en "DeA Partecipazioni S.p.A." et de modifier et refondre complètement les Statuts afin de les rendre conformes à la législation italienne. Une copie des Statuts modifiés et refondus (les "Statuts Modifiés et Refondus"), tels qu'approuvés par les Actionnaires, est annexée au présent acte. Il est entendu que les formalités telles que prévues par la législation italienne pour l'adoption des Statuts Modifiés et Refondus devront être accomplies en Italie.

Troisième résolution

Les Actionnaires décident à l'unanimité d'approuver les Comptes Intérimaires, dont une copie restera annexée au présent acte.

Quatrième résolution

Les Actionnaires décident à l'unanimité d'accepter la démission des membres du conseil d'administration de la Société et du commissaire.

Cinquième résolution

Les Actionnaires décident à l'unanimité d'accorder décharge aux membres du conseil d'administration de la Société et au commissaire.

Sixième résolution

Les Actionnaires décident à l'unanimité de nommer, conformément à la législation italienne, les personnes suivantes en tant qu'administrateurs de la Société, et dont le mandat expirera lors de l'assemblée générale ordinaire approuvant les comptes annuels au 31 décembre 2011:

- M. Roberto Drago, né à Novara le 03/01/1951 (code fiscal DRG RRT 51A03 F952L), résidant professionnellement à 15, Via G. da Verrazano, Novara;

- M. Marco Boroli, né à Novara le 25/08/1947 (code fiscal BRL MRC 47M25 F952Y), résidant professionnellement à 15, Via G. da Verrazano, Novara; et

- M. Paolo Ceretti, né à Torino le 21/2/1955 (code fiscal CRT PLA 55B21 L219)), résidant professionnellement à 15, Via G. da Verrazano, Novara.

M. Roberto Drago est nommé président du conseil d'administration par les Actionnaires.

Les Actionnaires décident par ailleurs de nommer un collège des commissaires (Collegio sindacale) qui sera en charge du contrôle comptable (Controllo Contabile) de la Société et qui sera composé de trois (3) membres titulaires (sindaci effettivi) et de deux (2) membres suppléants (sindaci supplenti):

a) Sont nommés membres titulaires (sindaci effettivi) du collège des commissaires (Collegio sindacale):

- M. Angelo Gaviani, né à Novara le 07/09/1946 (code fiscal GVN NGL 46P07 F952K), résidant professionnellement au 9, Via Giulietti, Novara;

- M. Gian Piero Balducci, né à Torino le 18/12/1961 (fiscal fiscal code BLD GPR 61T18 L219C), résidant professionnellement au 19, Via De Sonnaz, Torino; et

- M. Roberto Santagostino, né à Casale Monferrato (AL) le 07/01/1962 (code fiscal SNT RRT 62A07 B885D), résidant professionnellement au 29, Corso Cavallotti, Novara.

b) Sont nommés membres suppléants (sindaci supplenti) du collège des commissaires (Collegio sindacale):

- M. Giulio Gasloli, né à Cuggiono (MI) le 17/01/1962 (code fiscal GSL GLI 62A17 D198S), avec adresse professionnelle au 9, Via Giulietti, Novara; et

- Mlle. Patrizia Cornale, né à Arona (NO) le 30/09/1964 (code fiscal CRN PRZ 64P70 A429W), avec adresse professionnelle au 29, Corso Cavallotti, Novara.

M. Angelo Gaviani est nommé président du collège des commissaires (Collegio sindacale) par les Actionnaires.

La rémunération des membres du collège des commissaires (Collegio sindacale), dont le mandat viendra à expiration à l'assemblée générale ordinaire approuvant les comptes annuels au 31 décembre 2011 est fixée à dix mille euros (EUR 10.000) par an en ce qui concerne le président et cinq mille euros (EUR 5.000) par an en ce qui concerne les autres membres permanents.

Septième résolution

Les Actionnaires décident à l'unanimité de constituer et nommer M. Marcello Marzo, avec résidence professionnelle au 15, Via G. da Verrazano, Novara, Mlle. Marta Rotino, avec résidence professionnelle au 15, Via G. da Verrazano, Novara et M. Giovanni Chiacchio, avec résidence professionnelle au 9-11, Grand-Rue, L-1661 Luxembourg ainsi que chaque administrateur nouvellement nommé comme mandataires spéciaux, chacun agissant solidairement et non conjointement, avec plein pouvoir de substitution, afin de (i) modifier les Statuts Modifiés et Refondus ainsi que l'acte de transfert du siège social si et comme demandé par les autorités italiennes pour l'immatriculation de la Société auprès du Registre des Sociétés italien et (ii) faire, exécuter et réaliser tout acte nécessaire ou accessoire afin de donner effet aux résolutions prises lors de cette assemblée.

Huitième résolution

Les Actionnaires décident à l'unanimité, conformément au paragraphe 89 de la Loi Générale sur les Impôts, de nommer M. Emile De Demo, avec résidence professionnelle au 9-11, Grand-Rue, L-1661 Luxembourg, afin de recevoir toutes les notifications envoyées par les autorités fiscales luxembourgeoises à la Société.

Neuvième résolution

Les Actionnaires décident à l'unanimité de soumettre toutes les résolutions prises ci-avant à la condition suspensive du transfert du siège social de la Société en Italie et l'immatriculation de la Société auprès du Registre des Sociétés italien.

Déclaration

Les Actionnaires déclarent que le droit d'apport dû aux autorités fiscales luxembourgeoises a dûment été payé par la Société. D'un point de vue légal et fiscal, le transfert du siège social de la Société et le changement de nationalité ne sera pas considéré comme la constitution d'une nouvelle personne juridique.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle la langue anglaise, constate que les comparants ont requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française. A la requête desdits comparants, en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour le président déclare la séance levée.

Estimation des coûts

Les frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société sont estimés à environ mille cinq cents euros (€ 1.500,-).

DONT ACTE, fait et passé Esch-sur-Alzette (Grand-Duché de Luxembourg), date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au représentant des personnes comparantes, ce dernier a signé le présent acte avec, Nous, le notaire.

Signé: Chiacchio, E. De Demo, M. Rotino, Kessler

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 19 mai 2009. Relation: EAC/2009/5839. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé) Santioni A.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur demande pour servir à des fins de publication au Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés et Associations

Esch/Alzette, le 19 mai 2009.

Francis KESSELER.

Référence de publication: 2009063353/219/287.

(090078208) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mai 2009.

Parkinvest S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3A, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 42.798.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire tenue le 27/03/2009 à Luxembourg

Suite au décès de Monsieur Guy GLESENER, l'Assemblée décide de nommer en remplacement au poste d'administrateur:

Monsieur Laurent Jacquemart, expert comptable, né à Daverdisse le 19/06/1968, avec adresse professionnelle 3A, boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg.

Son mandat se terminera à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire à tenir en 2010.

Pour copie conforme
Signature / Signature
Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2009061552/16.

(090071953) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mai 2009.

De Agostini Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1661 Luxembourg, 9-11, Grand-rue.
R.C.S. Luxembourg B 111.253.

In the year two thousand and nine, on the twenty-seventh of April,

Before Us, Maître Francis Kessler, notary public residing in Esch-sur-Alzette, Grand-Duchy of Luxembourg,

was held an extraordinary general meeting of shareholders of De Agostini Invest S.A., a public limited liability company (société anonyme) incorporated and organized under the laws of Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 9-11, Grand-Rue, L-1661 Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies ("Registre de Commerce et des Sociétés") under number 111.253 and incorporated pursuant to a deed drawn up by Maître Joseph Elvinger, notary public residing in Luxembourg, on 13 October 2005 and published on 27 January 2006 in the "Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations", number 197, page 9430, (hereafter referred to as the "Company").

The articles of association of the Company have been modified several times and for the last time pursuant to a deed drawn up by the undersigned notary on 7 July 2008 and published on 23 July 2008 in the "Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations", number 1807, page 86700 (the "Articles").

The meeting was presided by Miss Marta Rotino, lawyer, residing professionally in 15, Via G. da Verrazano, Novara, Italy, who appointed as secretary Mr. Giovanni Chiacchio, lawyer, residing professionally in Luxembourg. The meeting also elected Mr. Emile De Demo, Companies director, residing professionally in Luxembourg as scrutineer.

The chairman declared and requested the notary to state that:

- The shareholders of the Company represented and the number of shares held by them are shown on an attendance list signed *ne varietur* by the undersigned notary. The said list will be attached to this document to be filed with the registration authorities.

- As it appears from said attendance list, all the four million eight hundred and forty-two thousand seven hundred and five (4.842.705) shares in issue are represented at the present general meeting and the shareholders declare that they consider themselves duly convened and that they had prior knowledge of the agenda so that the meeting can validly decide on all items of the agenda.

That the agenda of the meeting is as follows:

1. Increase of the share capital of the Company by an amount of two hundred and forty-four million one hundred and eighty-three thousand nine hundred and twenty-two euros and fifty-four cents (EUR 244,183,922.54) in order to raise it from its current amount of six million fifty-three thousand three hundred and eighty-one euros and twenty-five cents (EUR 6,053,381.25) to two hundred and fifty million two hundred and thirty-seven thousand three hundred and three euros and seventy-nine cents (EUR 250,237,303.79) by creating and issuing three million one hundred and fifty-seven thousand two hundred and ninety-five (3,157,295) new shares without nominal value (the "New Shares") subject to the payment of a share premium for a total amount of two hundred and fifty-five million seven hundred and sixty-eight thousand nine hundred and twenty-seven euros and forty-six cents (EUR 255,768,927.46) (the "Share Premium");

2. Subscription to the New Shares subject to the payment of the Share Premium by De Agostini S.p.A., a company existing under the laws of Italy, with registered office at 15, Via G. da Verrazano, Novara, Italy, registered with the Companies Register of Novara under number 02010930036 (the "Subscriber") and full payment of the subscription price for the New Shares by the Subscriber by way of contribution in kind in the amount of five hundred million euros (EUR 500,000,000) consisting in the conversion of a receivable in the same amount held by the Subscriber towards the Company (the "Contribution") to be allocated in the amount (i) of four hundred and ninety-nine million nine hundred and fifty-two

thousand eight hundred and fifty euros (EUR 499,952,850) to the share capital of the company and the share premiums and (ii) of forty-seven thousand one hundred and fifty euros (EUR 47,150) to the legal reserve;

3. Successive decrease of the share capital of the Company by an amount of two hundred and forty million two hundred and thirty-seven thousand three hundred and three euros and seventy-nine cents (EUR 240,237,303.79) so as to decrease it from two hundred and fifty million two hundred and thirty-seven thousand three hundred and three euros and seventy-nine cents (EUR 250,237,303.79) to ten million euros (EUR 10,000,000) in order to offset incurred losses in the same amount of two hundred and forty million two hundred and thirty-seven thousand three hundred and three euros and seventy-nine cents (EUR 240,237,303.79);

4. Subsequent amendment of article 5.1, of the Articles which shall henceforth read as follows: "The subscribed share capital is fixed at ten million euros (EUR 10,000,000), represented by eight million (8,000,000) shares. The shares have no nominal value."; and

5. Miscellaneous.

The Shareholders decide to adopt the following resolutions:

First resolution

The Shareholders resolve to increase the share capital of the Company by an amount of two hundred and forty-four million one hundred and eighty-three thousand nine hundred and twenty-two euros and fifty-four cents (EUR 244,183,922.54) in order to raise it from its current amount of six million fifty-three thousand three hundred and eighty-one euros and twenty-five cents (EUR 6,053,381.25) to two hundred and fifty million two hundred and thirty-seven thousand three hundred and three euros and seventy-nine cents (EUR 250,237,303.79) by creating and issuing the New Shares subject to the payment of the Share Premium.

Second resolution

The Shareholders resolve to accept the subscription of the New Shares subject to the payment of the Share Premium by the Subscriber and record the full payment of the New Shares by the Contribution as follows:

- the amount of two hundred and forty-four million one hundred and eighty-three thousand nine hundred and twenty-two euros and fifty-four cents (EUR 244,183,922.54) will be allocated to the share capital of the Company;
- the amount of two hundred and fifty-five million seven hundred and sixty-eight thousand nine hundred and twenty-seven euros and forty-six cents (EUR 255,768,927.46) will be allocated to the share premium account; and
- the amount of forty-seven thousand one hundred and fifty euros (EUR 47,150) will be allocated to the legal reserve.

Description of the contribution

The Contribution is a liquid, certain and payable claim amounting to five hundred million euros (EUR 500,000,000) held by the Subscriber against the Company.

Evaluation of the contribution

The Contribution is valued at five hundred million euros (EUR 500,000,000). The Shareholders declare to agree with the evaluation and the allocation of the Contribution as stated above.

In compliance with articles 26-1 and 32-1 (5) of the law dated 10 August 1915 on commercial companies as amended (the "Law"), a report on the valuation methods and the description of the Contribution has been drawn up by TEA-MAUDIT S.A., réviseurs d'entreprises, 67, rue Michel Welter, L-2730 Luxembourg, (the "Auditor's Report").

The conclusion of the Auditor's Report is as follows:

"On the basis of our diligences, nothing has come to our attention which would lead us to think that the global value of the contribution in kind does not correspond to at least the number of shares to be issued in counterpart."

Intervention and declaration of the Subscriber

The Subscriber, represented by Mr. Giovanni Chiacchio, pre-named, declares in relation to the Contribution:

- a. to subscribe for the New Shares subject to the payment of the Share Premium and to have them fully paid by way of the Contribution;
- b. that it is the owner of the receivable to be contributed to the Company;
- c. that the Contribution will be effective from a Luxembourg point of view from the date of this notarial deed; and
- d. that the Subscriber shall procure that all the formalities required by the Luxembourg law and any involved foreign law subsequent to the Contribution shall be carried out upon receipt of a certified copy of the notarial deed documenting the said Contribution in order to duly formalise the Contribution to the Company and to render it effective anywhere and towards any third party.

Evidence of the contribution

Proof of the existence and the value of the Contribution has been given to the undersigned notary by the Auditor's Report, which after having been signed "ne varietur", by the proxyholders representing the appearing persons and the

undersigned notary, will remain attached to the present deed and will be filed together with it with the registration authorities.

Third resolution

The Shareholders resolve to successively decrease the share capital of the Company by an amount of two hundred and forty million two hundred and thirty-seven thousand three hundred and three euros and seventy-nine cents (EUR 240,237,303.79) so as to decrease it from two hundred and fifty million two hundred and thirty-seven thousand three hundred and three euros and seventy-nine cents (EUR 250,237,303.79) to ten million euros (EUR 10,000,000) in order to offset incurred losses in the same amount of two hundred and forty million two hundred and thirty-seven thousand three hundred and three euros and seventy-nine cents (EUR 240,237,303.79).

Fourth resolution

As a consequence of the previous resolutions, the Shareholders resolve to amend article 5.1. of the Articles which shall henceforth read as follows:

"The subscribed share capital is fixed at ten million euros (EUR 10,000,000), represented by eight million (8,000,000) shares. The shares have no nominal value."

Estimate of costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company are estimated at approximately seven thousand euro (EUR 7,000.-).

Declaration

The notary drawing up the present deed declares that the conditions set forth in article 26 of the law on commercial companies have been fulfilled and expressly bears witness to their fulfilment.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing parties, the present deed is worded in English followed by a French version. On request of the same appearing persons and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg) on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to proxyholder of the persons appearing, the latter signed together with Us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction en langue française du texte qui précède:

L'an deux mille neuf, le vingt-sept avril,

Par devant Maître Francis Kessler, notaire de résidence à Esch/Alzette, Grand-Duché de Luxembourg, soussigné;

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de De Agostini Invest S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 9-11, Grand-Rue, L-1661 Luxembourg, inscrite auprès du Registre du Commerce et des Sociétés à Luxembourg Section B, numéro 111.253 et constituée en vertu d'un acte reçu par Me Joseph Elvinger, notaire à Luxembourg, le 13 octobre 2005 et publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations sous le numéro 197 du 27 janvier 2006, page 9430 (dénommée ci-après la "Société").

Les statuts de la Société ont été modifiés à plusieurs reprises et pour la dernière fois suivant acte reçu par le notaire instrumentant, le 7 juillet 2008 et publié le 23 juillet 2008 au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1807 page 86700, (les "Statuts").

L'assemblée est présidée par Mademoiselle Marta Rotino, juriste, avec adresse professionnelle à 15, Via G. da Verrazano, Novara, Italie, laquelle désigne comme secrétaire M. Giovanni Chiacchio, juriste, avec adresse professionnelle à Luxembourg. L'assemblée choisit également comme scrutateur, M. Emile De Demo, administrateur de sociétés, avec adresse professionnelle à Luxembourg.

Le bureau de l'assemblée ainsi constitué, le président déclare et prie le notaire instrumentant d'acter:

- Que les actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence signée ne varietur par le notaire instrumentant. Cette liste de présence restera annexée au présent acte avec lequel elle sera enregistrée.

- Qu'il résulte de la liste de présence ci-annexée que les quatre millions huit cent quarante-deux mille sept cent cinq (4.842.705) actions représentant l'intégralité du capital social de la Société sont représentées à la présente assemblée et que les actionnaires considèrent avoir été dûment convoqués et qu'ils ont eu connaissance préalable de l'ordre du jour de sorte que l'assemblée peut valablement délibérer sur les points portés à l'ordre du jour.

La présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour:

1. Augmentation du capital souscrit de la Société à concurrence de deux cent quarante-quatre millions cent quatre-vingt trois mille neuf cent vingt-deux euros et cinquante-quatre cents (EUR 244.183.922,54) pour le porter de son montant actuel de six millions cinquante trois mille trois cent quatre-vingt-un euros et vingt-cinq cents (EUR 6.053.381,25) à deux

cent cinquante millions deux cent trente-sept mille trois cent trois euros et soixante-dix-neuf cents (EUR 250.237.303,79) par l'émission de trois millions cent cinquante-sept mille deux cent quatre-vingt-quinze (3.157.295) nouvelles actions, sans désignation de valeur nominale (les "Nouvelles Actions"), moyennant le paiement d'une prime d'émission pour un montant total de deux cent cinquante-cinq millions sept cent soixante-huit mille neuf cent vingt-sept euros et quarante-six cents (EUR 255.768.927,46) (la "Prime d'Emission");

2. Souscription aux Nouvelles Actions moyennant le paiement de la Prime d'Emission par DE Agostini S.p.A., société de droit italien ("Société Per Azioni"), ayant son siège social à 15, Via G. da Verrazano, Novara, Italie, inscrite auprès du Registre des sociétés de Novara sous le numéro 02010930036 (le "Souscripteur") et libération intégrale du prix de souscription des Actions Nouvelles moyennant un apport en nature d'un montant de cinq cent millions d'euros (EUR 500.000.000) consistant en la conversion d'une créance d'un même montant détenue par le Souscripteur à l'encontre de la Société (l'"Apport") qui sera alloué à hauteur de (i) quatre cent quatre-vingt-dix-neuf millions neuf cent cinquante-deux mille huit cent cinquante euros (EUR 499.952.850) aux comptes capital social de la Société et primes d'émission et de (ii) quarante-sept mille cent cinquante euros (EUR 47.150) au compte réserve légale;

3. Réduction successive du capital souscrit de la Société à concurrence de deux cent quarante millions deux cent trente-sept mille trois cent trois euros et soixante-dix-neuf cents (EUR 240.237.303,79) pour le ramener du montant de deux cent cinquante millions deux cent trente-sept mille trois cent trois euros et soixante-dix-neuf cents (EUR 250.237.303,79) à dix millions d'euros (EUR 10.000.000,-) dans le but de compenser des pertes subies à hauteur du même montant de deux cent quarante millions deux cent trente-sept mille trois cent trois euros et soixante-dix-neuf cents (EUR 240.237.303,79);

4. Modification subséquente de l'article 5.1 des Statuts, lequel sera dorénavant libellé comme suit: "Le capital social souscrit est fixé à dix millions d'euros (EUR 10.000.000), représenté par huit millions (8.000.000) d'actions. Les actions n'ont pas de valeur nominale"; et

5. Divers.

Les Actionnaires décident d'adopter les résolutions qui suivent:

Première résolution

Les Actionnaires décident d'augmenter le capital souscrit de la Société à concurrence de deux cent quarante-quatre millions cent quatre-vingt trois mille neuf cent vingt-deux euros et cinquante-quatre cents (EUR 244.183.922,54) pour le porter de son montant actuel de six millions cinquante trois mille trois cent quatre-vingt-un euros et vingt-cinq cents (EUR 6.053.381,25) à deux cent cinquante millions deux cent trente-sept mille trois cent trois euros et soixante-dix-neuf cents (EUR 250.237.303,79) par l'émission des Nouvelles Actions moyennant le paiement de la Prime d'Emission.

Deuxième résolution

Les Actionnaires décident d'accepter la souscription aux Nouvelles Actions moyennant le paiement de la Prime d'Emission par le Souscripteur et d'enregistrer la libération des Nouvelles Actions par l'Apport comme suit:

- le montant de deux cent quarante-quatre millions cent quatre-vingt trois mille neuf cent vingt-deux euros et cinquante-quatre cents (EUR 244.183.922,54) sera affecté au compte capital social de la Société;
- le montant de deux cent cinquante-cinq millions sept cent soixante-huit mille neuf cent vingt-sept euros et quarante-six cents (EUR 255.768.927,46) sera affecté au compte primes d'émission; et
- le montant de quarante-sept mille cent cinquante euros (EUR 47.150) sera affecté au compte réserve légale.

Description de l'Apport

L'Apport est une créance liquide, certaine et exigible de cinq cent millions d'euros (EUR 500.000.000) détenue par le Souscripteur à l'encontre de la Société.

Evaluation de l'Apport

L'Apport est évalué à cinq cent millions d'euros (EUR 500.000.000). Les Actionnaires déclarent être d'accord avec l'évaluation et l'affectation de l'Apport tel que décrite ci-avant.

Conformément aux articles 26-1 et 32-1 (5) de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, un rapport sur les méthodes d'évaluation et sur la description de l'Apport a été établi par TEAMAUDIT S.A., réviseurs d'entreprises, 67, rue Michel Welter, L-2730 Luxembourg (le "Rapport du Réviseur").

La conclusion du Rapport du Réviseur est la suivante:

"Sur base de nos diligences, aucun fait n'a été porté à notre attention qui nous laisse penser que la valeur globale de l'apport ne correspond pas au moins au nombre des actions nouvelles à émettre en contrepartie."

Intervention et déclaration du Souscripteur

Le Souscripteur, représenté par Mr. Giovanni Chiacchio, pré-qualifié, déclare en ce qui concerne l'Apport:

- a. souscrire aux Nouvelles Actions moyennant le paiement de la Prime d'Emission et de le libérer intégralement par l'Apport;
- b. qu'il détient la créance à apporter à la Société;

c. que l'Apport sera effectif d'un point de vue luxembourgeois à partir du présent acte notarié; et
d. qu'il s'engage à ce que toutes les formalités requises par la loi luxembourgeoise et toute législation étrangère concernée suite à l'Apport soient accomplies sur production d'une copie certifiée du présent acte notarié établissant ledit Apport de manière à formaliser l'Apport à la Société et à rendre celui-ci effectif à tout endroit et à l'égard de toute tierce partie.

Preuve de l'existence de l'Apport

Preuve de l'existence et de la valeur de l'Apport a été donnée au notaire instrumentant à travers du Rapport du Réviseur, lequel après avoir été signé "ne varietur" par les représentants des parties comparantes et le notaire instrumentant, restera annexé au présent acte pour être enregistré avec ce dernier.

Troisième résolution

Les Actionnaires décident de procéder à la réduction du capital social souscrit de la Société à concurrence de deux cent quarante millions deux cent trente-sept mille trois cent trois euros et soixante-dix-neuf cents (EUR 240.237.303,79) pour le ramener du montant de deux cent cinquante millions deux cent trente-sept mille trois cent trois euros et soixante-dix-neuf cents (EUR 250.237.303,79) à dix millions d'euros (EUR 10.000.000,-) dans le but de compenser des pertes subies à hauteur du même montant de deux cent quarante millions deux cent trente-sept mille trois cent trois euros et soixante-dix-neuf cents (EUR 240.237.303,79).

Quatrième résolution

En conséquence des décisions prises ci-avant, les Actionnaires décident de modifier l'article 5.1 des Statuts, lequel sera dorénavant libellé comme suit:

"Le capital social souscrit est fixé à dix millions d'euros (EUR 10.000.000), représenté par huit millions (8.000.000) d'actions. Les actions n'ont pas de valeur nominale

Estimation des coûts

Les frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société sont estimés à environ sept mille euros (EUR 7.000,-).

Déclaration

Le notaire rédacteur de l'acte déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi sur les sociétés commerciales, et en constate expressément l'accomplissement.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle la langue anglaise, constate que les comparants ont requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française. A la requête desdits comparants, en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, passé à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux représentants des personnes comparantes, ceux-ci ont signé le présent acte avec, Nous, le notaire.

Signé: M. Rotino, Chiacchio, E. De Demo, Kessler

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 29 avril 2009. Relation: EAC/2009/4977. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): Santioni A.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur demande pour servir à des fins de publication au Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés et Associations.

Esch/Alzette, le 19 mai 2009.

Francis KESSELER.

Référence de publication: 2009062691/219/246.

(090076777) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mai 2009.

Ludilaur S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8055 Bertrange, 132, rue de Dippach.

R.C.S. Luxembourg B 73.564.

PROJET DE SCISSION

Le conseil d'administration de la société LUDILAU S.A. a établi un projet de scission pour la scission de la société par constitution de deux nouvelles sociétés, projet dont la teneur est la suivante:

1. Description de la scission. La société anonyme LUDILAU S.A. entend transférer à deux sociétés nouvellement constituées l'ensemble de son patrimoine actif et passif, conformément aux dispositions des articles 289 ss. de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle qu'amendée (ci-après désignée la Loi).

2. Modalités de la scission

2.1. Renseignements généraux concernant les sociétés concernées par la Scission (art. 289 (2) a) de la Loi)

(a) La société participant à la scission

La société scindée est la société anonyme LUDILAU S.A., établie et ayant son siège social à L-8055 Bertrange, 132 rue de Dippach inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 73.564, constituée suivant acte reçu par Maître Frank BADEN en date du 20 décembre 1999, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations (ci-après Mémorial C n° 207 du 14 mars 2000, et dont les statuts ont été modifiés en dernier lieu suivant acte notarié du 14 octobre 2003, publié au Mémorial C n° 1291 du 4 décembre 2003 (ci-après dénommée la société scindée),

dont l'objet social est le suivant:

"La Société a pour objet toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations, sous quelques formes que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

La Société pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires et brevets, accorder aux sociétés auxquelles elle s'intéresse tous concours, prêts, avances ou garanties.

Elle pourra faire toutes opérations commerciales, industrielles, financières, mobilières et immobilières se rattachant à son objet.

Elle prendra toutes les mesures pour sauvegarder ses droits et fera toutes opérations généralement quelconques qui se rattachent à son objet ou qui le favorisent",

et dont le capital social est de EUR 318.400,- (trois cent dix-huit mille quatre cent euros), représenté par 3.184 (trois mille cent quatre-vingt quatre) actions sans désignation de valeur nominale, toutes entièrement souscrites et libérées.

(b) Les sociétés bénéficiaires des apports résultant de la scission

Les sociétés bénéficiaires sont:

- La société anonyme LUDI S.A., dont le projet des statuts est annexé, qui aura son siège social à L-8055 Bertrange (ci-après dénommée la société bénéficiaire 1),

et

- La société anonyme CYEN S.A, dont le projet des statuts est annexé, qui aura son siège social à L-8055 Bertrange (ci-après dénommée la société bénéficiaire 2),

2.2. Rapport d'échange des actions (art. 289 (2) b) de la Loi)

Avec prise d'effet de la scission, les actionnaires de la société scindée reçoivent une action d'une des deux sociétés bénéficiaires de la scission en contrepartie d'une action de la société scindée.

2.3. Modalités de remise des actions des sociétés bénéficiaires (art. 289 (2) c) de la Loi)

Les nouvelles actions sont remises aux actionnaires de la société scindée dans les 15 jours de la prise d'effet de la scission. Le registre des actions est adapté dans le même délai.

Ventilation des actions des sociétés bénéficiaires:

- mille cinq cent quatre-vingt onze (1591) actions LUDI remises à Madame Ludivine MANTZ épouse RENAULD en contrepartie de mille cinq cent quatre-vingt onze (1591) actions LUDILAU

- une (1) action LUDI remise à la société à responsabilité LUGOR en contrepartie d'une (1) action LUDILAU

- mille cinq cent quatre-vingt douze (1592) actions CYEN remises à Madame Lauriane MANTZ épouse GELOT en contrepartie de mille cinq cent quatre-vingt douze (1592) actions LUDILAU

2.4. Date à partir de laquelle les actions donnent le droit de participer aux bénéfices et modalités particulières relatives à ce droit (art. 289 (2) d) de la Loi)

Les actions donnent le droit de participer aux bénéfices à partir de la date d'effet de la scission.

2.5. Date à partir de laquelle les opérations de la société scindée sont considérées du point de vue comptable comme accomplies pour le compte des sociétés bénéficiaires (art. 289 (2) e) de la Loi)

Les opérations de la société scindée sont considérées, du point de vue comptable, comme accomplies pour compte des sociétés bénéficiaires à partir de la date d'effet de la scission.

2.6. Droits assurés par les sociétés bénéficiaires aux actionnaires ayant des droits spéciaux et aux porteurs de titres autres que des parts sociales ou les mesures proposées à leur égard (art. 289(2) f) de la Loi)

Toutes les actions formant le capital social de la société scindée sont identiques et confèrent les mêmes droits et avantages aux détenteurs de celles-ci. Il n'y a pas lieu de créer dans les sociétés bénéficiaires des actions conférant des droits spéciaux.

2.7. *Avantages particuliers attribués aux experts, aux membres du conseil d'administration ainsi qu'aux commissaires aux comptes des sociétés participant à la scission (art. 289 (2) g) de la Loi)*

Aucun avantage particulier n'est attribué ni aux experts, ni aux administrateurs, ni aux commissaires de la société scindée et des sociétés issues de la scission.

2.8. *Description et répartition précises des éléments du patrimoine actif et passif à transférer à chacune des sociétés bénéficiaires (art. 289 (2) h) de la Loi)*

La répartition des éléments du patrimoine actif et passif est décrite à l'annexe 1.

2.9. *Répartition aux actionnaires de la société scindée des actions des sociétés bénéficiaires, ainsi que le critère sur lequel cette répartition est fondée (art. 289 (2) i) de la Loi)*

La répartition des actions des sociétés bénéficiaires s'effectuera au choix des actionnaires en respectant l'égalité de leur traitement et sans qu'une soulte ne soit payée.

2.10. *Date de prise d'effet de la Scission entre parties*

Les parties ont retenu que la scission juridique devrait produire ses effets à la date de décision de l'assemblée générale décidant de la scission et de la constitution des nouvelles sociétés issues de la scission.

3. Mentions complémentaires

La Sàrl RSM Audit Luxembourg est désignée comme réviseur d'entreprises pour effectuer le rapport prévu à l'article 26-1 de la loi sur les sociétés commerciales.

Tous frais, droits et honoraires dus au titre de la Scission seront supportés à parts égales par les sociétés issues de la scission.

La scission sera réalisée en respectant les prescriptions légales et les dispositions statutaires de la société.

La date de l'assemblée générale approuvant la scission sera fixée dès que la date de publication du projet de scission sera connu.

Bertrange, le 27 avril 2009

Signatures.

ANNEXE 1

LUDILAU S.A.

Situation au 31.12.2008 avant la scission

ACTIF	
Immobilisation financières	2 035 533,42
Banques	2 257 498,39
Autres créances	82,16
	<u>4 293 113,97</u>
PASSIF	
Capital	318 400,00
Réserve légale	31 840,00
Résultats reportés	3 009 221,14
Résultat 2007	513 434,45
Résultat provisoire 2008	415 025,56
Provisions IRC - ICC	0,00
Fournisseurs	5 192,82
	<u>4 293 113,97</u>

LUDILAU S.A.

Valeur retenue au moment de la scission

ACTIF	
Immobilisation financières	13 454 171,18
Banques	2 257 498,39
Autres créances	82,16
	<u>15 711 751,73</u>
PASSIF	
Capital	318 400,00
Réserve légale	31 840,00
Résultats reportés	3 009 221,14
Résultat 2007	513 434,45

Résultat provisoire 2008	415 025,56
Provisions IRC - ICC	0,00
Fournisseurs	5 192,82
Boni de liquidation	11 418 637,75
	<u>15 711 751,73</u>

LUDI S.A.

Après la scission

ACTIF	
Immobilisation financières	6 727 085,59
Banques	1 128 749,20
Autres créances	41,08
	<u>7 855 875,87</u>
PASSIF	
Capital	159 200,00
Réserve légale	15 920,00
Résultats reportés	1 504 610,57
Résultat 2007	256 717,23
Résultat provisoire 2008	207 512,78
Provisions IRC - ICC	0,00
Fournisseurs	2 596,41
Boni de liquidation	5 709 318,88
	<u>7 855 875,87</u>

CYEN S.A.

Après la scission

ACTIF	
Immobilisation financières	6 727 085,59
Banques	1 128 749,20
Autres créances	41,08
	<u>7 855 875,87</u>
PASSIF	
Capital	159 200,00
Réserve légale	15 920,00
Résultats reportés	1 504 610,57
Résultat 2007	256 717,23
Résultat provisoire 2008	207 512,78
Provisions IRC - ICC	0,00
Fournisseurs	2 596,41
Boni de liquidation	5 709 318,88
	<u>7 855 875,87</u>

Dénomination - Siège - Durée - Objet - Capital

Art. 1^{er} . Il est formé une société anonyme sous la dénomination de "LUDI S.A."

Art. 2. Le siège de la société est établi à Bertrange, Grand-Duché de Luxembourg.

Par simple décision du conseil d'administration, la société pourra établir des filiales, succursales, agences ou sièges administratifs aussi bien dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Sans préjudice des règles du droit commun en matière de résiliation contractuelle, au cas où le siège de la société est établi par contrat avec des tiers, le siège de la société pourra être transféré sur simple décision du conseil d'administration à tout autre endroit de la commune du siège. Le siège social pourra être transféré dans toute autre localité du pays par décision de l'assemblée.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger, se sont produits ou seront imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales,

sans que toutefois cette mesure puisse avoir d'effet sur la nationalité de la société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

Pareille déclaration de transfert du siège social sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'un des organes exécutifs de la société ayant qualité de l'engager pour les actes de gestion courante et journalière.

Art. 3. La société est établie pour une durée illimitée.

Art. 4. La société a pour objet la prestation de travaux administratifs et comptables pour des sociétés du groupe auquel elle appartient et pour des tiers.

La société a encore pour objet toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires et brevets, accorder à d'autres sociétés ou entreprises tous concours, prêts, avances ou garanties.

La société pourra aussi accomplir toutes opérations commerciales, industrielles ou financières, ainsi que tous transferts de propriétés immobilières ou mobilières.

Art. 5. Le capital souscrit est fixé à cent cinquante neuf mille deux cents euros (159'200.- EUR) représenté par mille cinq cent quatre-vingt-douze (1'592) actions d'une valeur nominale de CENT EUROS (100.- EUR) chacune.

Les actions sont nominatives.

Un registre des actionnaires sera tenu au siège social de la société.

La société peut procéder au rachat de ses propres actions dans les conditions prévues par la loi.

Administration - Surveillance

Art. 6. La Société sera administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins, qui n'ont pas besoin d'être actionnaires de la Société. Toutefois, lorsque la société est constituée par un actionnaire unique ou que, à une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que celle-ci n'a plus qu'un actionnaire unique, la composition du conseil d'administration peut être limitée à un (1) membre jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de l'existence de plus d'un actionnaire.

Les administrateurs seront élus par l'assemblée générale des actionnaires qui fixe leur nombre, leurs émoluments et la durée de leur mandat. Les administrateurs sont élus pour un terme qui n'excédera pas six (6) ans, jusqu'à ce que leurs successeurs soient élus.

Les administrateurs seront élus à la majorité des votes des actionnaires présents ou représentés.

Tout administrateur pourra être révoqué avec ou sans motif à tout moment par décision de l'assemblée générale des actionnaires.

Au cas où le poste d'un administrateur devient vacant à la suite de décès, de démission ou autrement, cette vacance peut être temporairement comblée jusqu'à la prochaine assemblée générale, aux conditions prévues par la Loi.

Art. 7. Le conseil d'administration devra choisir en son sein un président et pourra également choisir parmi ses membres un vice-président. Il pourra également choisir un secrétaire qui n'a pas besoin d'être administrateur et qui sera en charge de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil d'administration et des assemblées générales des actionnaires.

Le conseil d'administration se réunira sur la convocation du président ou de deux administrateurs, au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

Le président présidera toutes les assemblées générales des actionnaires et les réunions du conseil d'administration; en son absence l'assemblée générale ou le conseil d'administration pourra désigner à la majorité des personnes présentes à cette assemblée ou réunion un autre administrateur pour assumer la présidence pro tempore de ces assemblées ou réunions.

Avis écrit de toute réunion du conseil d'administration sera donné à tous les administrateurs au moins vingt-quatre heures avant la date prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence seront mentionnés dans l'avis de convocation. Il pourra être passé outre à cette convocation à la suite de l'assentiment de chaque administrateur par écrit ou par câble, télégramme, mail, télécopieur ou tout autre moyen de communication similaire. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du conseil d'administration se tenant à une heure et un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil d'administration.

Tout administrateur pourra se faire représenter à toute réunion du conseil d'administration en désignant par écrit ou par câble, télégramme, mail ou télécopieur un autre administrateur comme son mandataire.

Un administrateur peut présenter plusieurs de ses collègues.

Tout administrateur peut participer à une réunion du conseil d'administration par visioconférence ou par des moyens de télécommunication permettant son identification. Ces moyens doivent satisfaire à des caractéristiques techniques garantissant une participation effective à la réunion du conseil dont les délibérations sont retransmises de façon continue. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion. La réunion tenue par de tels moyens de communication à distance est réputée se tenir au siège de la société.

Le conseil d'administration ne pourra délibérer ou agir valablement que si la moitié au moins des administrateurs est présente ou représentée à la réunion du conseil d'administration.

Le conseil d'administration pourra, à l'unanimité, prendre des résolutions par voie circulaire en exprimant son approbation au moyen d'un ou de plusieurs écrits, par courrier ou par courrier électronique ou par télécopie ou par tout autre moyen de communication similaire, à confirmer le cas échéant par courrier, le tout ensemble constituant le procès-verbal faisant preuve de la décision intervenue.

Art. 8. Toute décision du conseil est prise à la majorité absolue des membres présents ou représentés. En cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion du conseil est prépondérante.

Art. 9. Les procès-verbaux des séances du conseil d'administration sont signés par les membres présents aux séances. Les copies ou extraits seront certifiés conformes par un administrateur ou par un mandataire.

Art. 10. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour faire tous les actes d'administration et de disposition qui rentrent dans l'objet social. Il a dans sa compétence tous les actes qui ne sont pas réservés expressément par la loi et les statuts à l'assemblée générale.

Art. 11. La gestion journalière de la Société ainsi que la représentation de la Société en ce qui concerne cette gestion pourront, conformément à l'article 60 de la Loi, être déléguées à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants et autres agents, associés ou non, agissant seul ou conjointement. Leur nomination, leur révocation et leurs attributions seront réglées par une décision du conseil d'administration. La délégation à un membre du conseil d'administration impose au conseil l'obligation de rendre annuellement compte à l'assemblée générale ordinaire des traitements, émoluments et avantages quelconques alloués au délégué.

La Société peut également conférer tous mandats spéciaux par procuration authentique ou sous seing privé.

Art. 12. Vis-à-vis des tiers, la société est engagée en toutes circonstances par les signatures conjointes de deux (2) administrateurs ou par la signature individuelle d'un délégué du conseil dans les limites de ses pouvoirs. La signature d'un seul administrateur sera toutefois suffisante pour représenter valablement la société dans ses rapports avec les administrations publiques.

Art. 13. La société est surveillée par un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non, nommés par l'assemblée générale qui fixe leur nombre.

La durée du mandat de commissaire est fixée par l'assemblée générale. Elle ne pourra cependant dépasser six années.

Assemblée générale

Art. 14. L'assemblée générale réunit tous les actionnaires. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour décider des affaires sociales. Les convocations se font dans les formes et délais prévus par la loi.

Art. 15. L'assemblée générale annuelle se réunit dans la commune du siège social, à l'endroit indiqué dans la convocation, le * du mois * à * heures .

Si la date de l'assemblée tombe sur un jour férié, elle se réunit le premier jour ouvrable qui suit.

Art. 16. Le conseil d'administration ou le(s) commissaire(s) aux comptes peuvent convoquer d'autres assemblées générales des actionnaires. De telles assemblées doivent être convoquées si des actionnaires représentant au moins un dixième (1/10^{ième}) du capital social le demandent.

Un ou plusieurs actionnaires disposant ensemble de dix pour cent (10%) au moins du capital souscrit peuvent demander l'inscription d'un ou plusieurs nouveaux points à l'ordre du jour de toute assemblée générale.

Les assemblées générales, y compris l'assemblée générale annuelle peuvent se tenir à l'étranger chaque fois que se produiront des circonstances de force majeure qui seront appréciées souverainement par le conseil d'administration.

Art. 17. Chaque action donne droit à une voix.

La société ne reconnaît qu'un propriétaire par action. Si une action de la société est détenue par plusieurs propriétaires en propriété indivise, la société aura le droit de suspendre l'exercice de tous les droits y attachés jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée comme étant à son égard propriétaire.

Année sociale - Répartition des bénéfices

Art. 18. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre.

Le conseil d'administration établit les comptes annuels tels que prévus par la loi.

Il remet ces pièces avec un rapport sur les opérations de la société un mois au moins avant l'assemblée générale ordinaire au(x) commissaire(s).

Art. 19. Sur le bénéfice net de l'exercice, il est prélevé cinq pour cent (5%) au moins pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint dix pour cent (10%) du capital social.

Le solde est à la disposition de l'assemblée générale.

Le conseil d'administration pourra verser des acomptes sur dividendes sous l'observation des règles y relatives.

L'assemblée générale peut décider que les bénéfices et réserves distribuables seront affectés à l'amortissement du capital sans que le capital exprimé soit réduit.

Dissolution - Liquidation

Art. 20. La société peut être dissoute par décision de l'assemblée générale, statuant suivant les modalités prévues pour les modifications des statuts.

Lors de la dissolution de la société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommées par l'assemblée générale qui détermine leurs pouvoirs.

Disposition générale

Art. 21. La loi du 10 août 1915 et ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y a pas été dérogé par les présents statuts.

Dispositions transitoires

- 1.- Le premier exercice social commence le jour de la constitution de la société et se termine le 31 décembre 2009.
- 2.- La première assemblée générale annuelle se tiendra en 2010.

Souscription et paiement

Les mille cinq cent quatre-vingt-douze (1'592) actions ont été souscrites comme suit:

1.- La société à responsabilité limitée LUGOR, prénommée, une action	1
2.- Madame Ludivine MANTZ, épouse RENAULD, prénommée, mille cinq cent quatre-vingt-onze actions	<u>1.591</u>
TOTAL: mille cinq cent quatre-vingt douze actions	1.592

Les actions ainsi souscrites ont été libérées intégralement par apport des actifs et passifs revenant à LUDI conformément au projet de scission de LUDILAU S.A. de sorte que des actifs nets de 159.200 EUR se trouvent dès à présent à la libre disposition de la Société, ce dont il a été justifié au notaire soussigné qui le constate expressément sur base du rapport de RSM AUDIT S.à.r.l. dont la conclusion est rédigée de la manière suivante: "....."

Constatation

Le notaire instrumentant a constaté que les conditions exigées par l'article 26 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales ont été accomplies."

Dénomination - Siège - Durée - Objet - Capital

Art. 1^{er}. Il est formé une société anonyme sous la dénomination de "CYEN S.A."

Art. 2. Le siège de la société est établi à Bertrange, Grand-Duché de Luxembourg.

Par simple décision du conseil d'administration, la société pourra établir des filiales, succursales, agences ou sièges administratifs aussi bien dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Sans préjudice des règles du droit commun en matière de résiliation contractuelle, au cas où le siège de la société est établi par contrat avec des tiers, le siège de la société pourra être transféré sur simple décision du conseil d'administration à tout autre endroit de la commune du siège. Le siège social pourra être transféré dans toute autre localité du pays par décision de l'assemblée.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger, se sont produits ou seront imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales, sans que toutefois cette mesure puisse avoir d'effet sur la nationalité de la société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

Pareille déclaration de transfert du siège social sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'un des organes exécutifs de la société ayant qualité de l'engager pour les actes de gestion courante et journalière.

Art. 3. La société est établie pour une durée illimitée.

Art. 4. La société a pour objet la prestation de travaux administratifs et comptables pour des sociétés du groupe auquel elle appartient.

La société a encore pour objet toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires et brevets, accorder à d'autres sociétés ou entreprises tous concours, prêts, avances ou garanties.

La société pourra aussi accomplir toutes opérations commerciales, industrielles ou financières, ainsi que tous transferts de propriétés immobilières ou mobilières.

Art. 5. Le capital souscrit est fixé à cent cinquante neuf mille deux cents euros (159'200.- EUR) représenté par mille cinq cent quatre-vingt-douze (1'592) actions d'une valeur nominale de CENT EUROS (100.- EUR) chacune.

Les actions sont nominatives.

Un registre des actionnaires sera tenu au siège social de la société.

La société peut procéder au rachat de ses propres actions dans les conditions prévues par la loi.

Administration - Surveillance

Art. 6. La Société sera administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins, qui n'ont pas besoin d'être actionnaires de la Société. Toutefois, lorsque la société est constituée par un actionnaire unique ou que, à une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que celle-ci n'a plus qu'un actionnaire unique, la composition du conseil d'administration peut être limitée à un (1) membre jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de l'existence de plus d'un actionnaire.

Les administrateurs seront élus par l'assemblée générale des actionnaires qui fixe leur nombre, leurs émoluments et la durée de leur mandat. Les administrateurs sont élus pour un terme qui n'excédera pas six (6) ans, jusqu'à ce que leurs successeurs soient élus.

Les administrateurs seront élus à la majorité des votes des actionnaires présents ou représentés.

Tout administrateur pourra être révoqué avec ou sans motif à tout moment par décision de l'assemblée générale des actionnaires.

Au cas où le poste d'un administrateur devient vacant à la suite de décès, de démission ou autrement, cette vacance peut être temporairement comblée jusqu'à la prochaine assemblée générale, aux conditions prévues par la Loi.

Art. 7. Le conseil d'administration devra choisir en son sein un président et pourra également choisir parmi ses membres un vice-président. Il pourra également choisir un secrétaire qui n'a pas besoin d'être administrateur et qui sera en charge de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil d'administration et des assemblées générales des actionnaires.

Le conseil d'administration se réunira sur la convocation du président ou de deux administrateurs, au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

Le président présidera toutes les assemblées générales des actionnaires et les réunions du conseil d'administration; en son absence l'assemblée générale ou le conseil d'administration pourra désigner à la majorité des personnes présentes à cette assemblée ou réunion un autre administrateur pour assumer la présidence pro tempore de ces assemblées ou réunions.

Avis écrit de toute réunion du conseil d'administration sera donné à tous les administrateurs au moins vingt-quatre heures avant la date prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence seront mentionnés dans l'avis de convocation. Il pourra être passé outre à cette convocation à la suite de l'assentiment de chaque administrateur par écrit ou par câble, télégramme, mail, télécopieur ou tout autre moyen de communication similaire. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du conseil d'administration se tenant à une heure et un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil d'administration.

Tout administrateur pourra se faire représenter à toute réunion du conseil d'administration en désignant par écrit ou par câble, télégramme, mail ou télécopieur un autre administrateur comme son mandataire.

Un administrateur peut présenter plusieurs de ses collègues.

Tout administrateur peut participer à une réunion du conseil d'administration par visioconférence ou par des moyens de télécommunication permettant son identification. Ces moyens doivent satisfaire à des caractéristiques techniques garantissant une participation effective à la réunion du conseil dont les délibérations sont retransmises de façon continue. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion. La réunion tenue par de tels moyens de communication à distance est réputée se tenir au siège de la société.

Le conseil d'administration ne pourra délibérer ou agir valablement que si la moitié au moins des administrateurs est présente ou représentée à la réunion du conseil d'administration.

Le conseil d'administration pourra, à l'unanimité, prendre des résolutions par voie circulaire en exprimant son approbation au moyen d'un ou de plusieurs écrits, par courrier ou par courrier électronique ou par télécopie ou par tout autre moyen de communication similaire, à confirmer le cas échéant par courrier, le tout ensemble constituant le procès-verbal faisant preuve de la décision intervenue.

Art. 8. Toute décision du conseil est prise à la majorité absolue des membres présents ou représentés. En cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion du conseil est prépondérante.

Art. 9. Les procès-verbaux des séances du conseil d'administration sont signés par les membres présents aux séances. Les copies ou extraits seront certifiés conformes par un administrateur ou par un mandataire.

Art. 10. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour faire tous les actes d'administration et de disposition qui rentrent dans l'objet social. Il a dans sa compétence tous les actes qui ne sont pas réservés expressément par la loi et les statuts à l'assemblée générale.

Art. 11. La gestion journalière de la Société ainsi que la représentation de la Société en ce qui concerne cette gestion pourront, conformément à l'article 60 de la Loi, être déléguées à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants et autres agents, associés ou non, agissant seul ou conjointement. Leur nomination, leur révocation et leurs attributions seront réglées par une décision du conseil d'administration. La délégation à un membre du conseil d'administration impose au conseil l'obligation de rendre annuellement compte à l'assemblée générale ordinaire des traitements, émoluments et avantages quelconques alloués au délégué.

La Société peut également conférer tous mandats spéciaux par procuration authentique ou sous seing privé.

Art. 12. Vis-à-vis des tiers, la société est engagée en toutes circonstances par les signatures conjointes de deux (2) administrateurs ou par la signature individuelle d'un délégué du conseil dans les limites de ses pouvoirs. La signature d'un seul administrateur sera toutefois suffisante pour représenter valablement la société dans ses rapports avec les administrations publiques.

Art. 13. La société est surveillée par un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non, nommés par l'assemblée générale qui fixe leur nombre.

Assemblée générale

Art. 14. L'assemblée générale réunit tous les actionnaires. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour décider des affaires sociales. Les convocations se font dans les formes et délais prévus par la loi.

Art. 15. L'assemblée générale annuelle se réunit dans la commune du siège social, à l'endroit indiqué dans la convocation, le * du mois * à * heures .

Si la date de l'assemblée tombe sur un jour férié, elle se réunit le premier jour ouvrable qui suit.

Art. 16. Le conseil d'administration ou le(s) commissaire(s) aux comptes peuvent convoquer d'autres assemblées générales des actionnaires. De telles assemblées doivent être convoquées si des actionnaires représentant au moins un dixième (1/10^{ième}) du capital social le demandent.

Un ou plusieurs actionnaires disposant ensemble de dix pour cent (10%) au moins du capital souscrit peuvent demander l'inscription d'un ou plusieurs nouveaux points à l'ordre du jour de toute assemblée générale.

Les assemblées générales, y compris l'assemblée générale annuelle peuvent se tenir à l'étranger chaque fois que se produiront des circonstances de force majeure qui seront appréciées souverainement par le conseil d'administration.

Art. 17. Chaque action donne droit à une voix.

La société ne reconnaît qu'un propriétaire par action. Si une action de la société est détenue par plusieurs propriétaires en propriété indivise, la société aura le droit de suspendre l'exercice de tous les droits y attachés jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée comme étant à son égard propriétaire.

Année sociale - Répartition des bénéfices

Art. 18. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre.

Le conseil d'administration établit les comptes annuels tels que prévus par la loi.

Il remet ces pièces avec un rapport sur les opérations de la société un mois au moins avant l'assemblée générale ordinaire au(x) commissaire(s).

Art. 19. Sur le bénéfice net de l'exercice, il est prélevé cinq pour cent (5%) au moins pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint dix pour cent (10%) du capital social.

Le solde est à la disposition de l'assemblée générale.

Le conseil d'administration pourra verser des acomptes sur dividendes sous l'observation des règles y relatives.

L'assemblée générale peut décider que les bénéfices et réserves distribuables seront affectés à l'amortissement du capital sans que le capital exprimé soit réduit.

Dissolution - Liquidation

Art. 20. La société peut être dissoute par décision de l'assemblée générale, statuant suivant les modalités prévues pour les modifications des statuts.

Lors de la dissolution de la société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommées par l'assemblée générale qui détermine leurs pouvoirs.

Disposition générale

Art. 21. La loi du 10 août 1915 et ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y a pas été dérogé par les présents statuts.

Dispositions transitoires

- 1.- Le premier exercice social commence le jour de la constitution de la société et se termine le 31 décembre 2009.
- 2.- La première assemblée générale annuelle se tiendra en 2010.

Souscription et paiement

Les mille cinq cent quatre-vingt-douze (1'592) actions ont été toutes souscrites par Madame Lauriane MANTZ, prénommée.

Les actions ainsi souscrites ont été libérées intégralement par apport des actifs et passifs revenant à CYEN conformément au projet de scission de LUDILAU S.A. de sorte que des actifs nets de 159.200 EUR se trouvent dès à présent à la libre disposition de la Société, ce dont il a été justifié au notaire soussigné qui le constate expressément sur base du rapport de RSM AUDIT S.à.r.l. dont la conclusion est rédigée de la manière suivante: "....."

Constataion

Le notaire instrumentant a constaté que les conditions exigées par l'article 26 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales ont été accomplies."

Signatures.

Référence de publication: 2009063385/459.

(090064239) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 mai 2009.

Bossio S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.400,00.

Siège social: L-4570 Niedercorn, 18, rue Pierre Gansen.

R.C.S. Luxembourg B 90.812.

Procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire

L'assemblée générale extraordinaire du 16 mars 2009, a pris à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

1. la société accepte la démission du gérant technique, M. COUPEZ Christophe, demeurant à L-4037 Esch-sur-Alzette, rue Bolivar
2. la société décide de nommer comme nouvelle gérante technique, Mademoiselle DA SILVA NADAIS Joana, prénommée, demeurant à L-4136 Esch/Alzette, 48, rue Dominique-Joseph Hoferlin

Et lecture faite, les associés et gérants ont signé.

Lu et approuvé,

DA SILVA NADAIS Joao / DA SILVA NADAIS Joana.

Référence de publication: 2009061165/17.

(090070527) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mai 2009.

Atos Origin Luxembourg PSF S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1253 Luxembourg, 2, rue Nicolas Bové.

R.C.S. Luxembourg B 37.048.

Extrait de la résolution prise lors de l'assemblée générale extraordinaire du 11 mai 2009

Est nommé administrateur supplémentaire, son mandat prendra fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes annuels au 31 décembre 2012:

Monsieur Robert POLS, Administrateur de société, né à Leiden (Pays-Bas) le 05 septembre 1959, directeur, demeurant 39, Vosmaerlaan, 1251 ED Hilversum, Pays-Bas.

Luxembourg, le 11 mai 2009.

Pour extrait conforme

Signature

Référence de publication: 2009061001/15.

(090071972) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mai 2009.
